RECHERCHE ACTION

Les Groupements de Développement Agricole (GDAs) entre promesse d'autonomisation des femmes rurales et reproduction des violences économiques genrées :

Septembre , 2026

Cofinancé par l'Union européenne

RECHERCHE ACTION

Les Groupements de Développement Agricole (GDAs) entre promesse d'autonomisation des femmes rurales et reproduction des violences économiques genrées :

Centre de la Femme Arabe
pour la Formation et la Recherche
CAWTAR

7 Impasse N° 1 Rue 8840 Centre Urbain Nord
BP 105 Cité El Khadra 1003 - TUNIS
Tél : (+216 71) 790 511 - Fax : (+216 71) 780 002
www.cawtar.org

cawtar@cawtar.org - info@cawtar.org

www.facebook.com/CenterofArabWomenforTrainingandResearch

www.youtube.com/@cawtarvid2796

x.com/cawtar_ong

Centre de Démocratie, Citoyenneté et Développement - CD²

Rond Point La Gare, Au-dessus du Magasin bon choix La Gare, 2 ème étage, Kef 7100
cd2kef@gmail.com

Cette recherche a été réalisée avec le soutien du Centre de la femme arabe pour la formation et la recherche (CAWTAR), dans le cadre du projet Sila

EQUIPE DE TRAVAIL

Associations porteuses du Projet :	***Nova pour la Démocratie, Citoyenneté et Développement - CD2 Kef***
	Patrimoine et Développement (PAD) Kef
Liste des Cherceheur.e.s :	***Eya Khammassi***
	Habiba Messaoudi
	Samira Ouelhazi
	Zeki Ben Jemaa
Chercheur.e Principal.e :	***Samira Ouelhazi***
Accompagnatrice :	***Dr. Samiha Khelifa***



TABLE DES MATIERES

Liste des acronymes	6
Résumés	7
Introduction et éléments de contexte	8
Problématique	10
Hypothèse	11
Cadre théorique et revue de la littérature	12
Méthodologie	18
Résultats et analyse	27
Limites et contraintes	46
Recommandations et actions proposées	48
Action centrale prioritaire à mettre en œuvre	51
Conclusion	53
Liste Bibliographique	55
Annexes	59

LISTE DES ACRONYMS

AEP : Adduction d'Eau Potable

APIA : Agence de Promotion des Investissements Agricoles

CAWTAR : Centre de la Femme Arabe pour la Recherche et la Formation

CRDA : Commissariat Régional Au Développement Agricole

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FIDA : Fonds International de Développement Agricole

GDA : Groupement de Développement Agricole

GIC : Groupement d'Intérêt Collectif

SMSA : Société Mutuelle de Services Agricoles

VBG : Violence Basée sur le Genre

ODD : Objectif de Développement Durable

OIT : L'Organisation Internationale du Travail

RÉSUMÉS

Cette recherche-action, menée dans la région du Kef, analyse les GDA comme des espaces ambivalents d'autonomisation des femmes rurales, mais aussi comme des lieux où persistent des violences économiques, sociales et symboliques liées aux normes patriarcales. Malgré des contraintes structurelles importantes et des inégalités internes, les GDA offrent des opportunités d'apprentissage, de solidarité et de développement de compétences, favorisant une autonomisation partielle mais réelle des participantes.

L'étude met également en évidence des dynamiques de transformation organisationnelle, marquées par une prise de conscience critique des femmes, des revendications de transparence et l'influence d'acteurs externes comme les ONG dans la reconfiguration des pratiques. Enfin, elle souligne le rôle central des dimensions subjectives et identitaires (fierté, frustrations, attachement collectif), montrant que l'autonomisation des femmes rurales résulte d'un processus complexe à la croisée des contraintes structurelles, des dynamiques institutionnelles et des expériences vécues.

ABSTRACT

This action research conducted in the Kef region examines Agricultural Development Groups (GDA) as ambivalent spaces for the empowerment of rural women, while also highlighting the persistence of economic, social, and symbolic violence shaped by patriarchal norms. Despite significant structural constraints and internal inequalities, GDAs provide opportunities for learning, solidarity, and skills development, contributing to a partial but real process of women's empowerment.

The study also reveals processes of organizational transformation, marked by women's growing critical awareness, demands for transparency, and the influence of external factors such as NGOs in reshaping governance practices. Finally, it underscores the central role of subjective and identity-related dimensions (pride, frustration, and collective attachment), showing that women's empowerment in rural areas emerges from a complex interplay between structural constraints, institutional dynamics, and lived experiences.

Mots clés (en arabe et en français) :

Femme rurale - violence économique – Autonomisation - Groupement de développement agricole – Agentivité.

الكلمات المفاتيح: المرأة الريفيّة – العنف الاقتصادي – التمكين -مجمع التنمية الفلاحيّة -الفاعليّة.

Introduction et éléments de contexte

Dans les régions rurales tunisiennes, et plus particulièrement dans le Nord-Ouest du pays, l'agriculture demeure un secteur central de subsistance, d'emploi et de reproduction sociale. La région du Kef, caractérisée par une forte dépendance aux activités agricoles, un taux de pauvreté élevé, de l'ordre de 33.1%, et une vulnérabilité socio-économique marquée, constitue un espace où les femmes rurales jouent un rôle déterminant dans les activités productives, reproductives et communautaires (observatoire national de l'économie, 2023). Cependant et malgré leur contribution essentielle à l'économie locale et à la sécurité alimentaire des ménages, elles continuent de faire face à des inégalités structurelles persistantes en matière d'accès aux ressources, de reconnaissance sociale et de participation aux espaces décisionnels (INS, 2022 ; Banque mondiale, 2020).

Dans ce contexte, les Groupements de Développement Agricole (GDA) ont été institués en Tunisie, par la loi n° 99-43 du 10 mai 1999, comme des dispositifs de développement rural visant à promouvoir l'organisation collective des agriculteurs et agricultrices, à renforcer la gouvernance locale et à améliorer les conditions économiques des populations rurales. Inscrits dans une logique de participation et de responsabilisation des acteurs locaux, les GDAs sont également présentés, depuis une vingtaine d'années, comme des instruments favorisant l'autonomisation économique et sociale des femmes rurales, en facilitant leur accès aux ressources productives, aux formations et aux opportunités économiques (Ministère de l'Agriculture, 2020). Surtout compte tenue des avantages fiscaux dont ils bénéficient depuis 2011 grâce aux mesures citées dans la NOTE COMMUNE N° 21 /2011 publiée dans le Bulletin Officiel des Douanes et des Impôts.

Dans les délégations de Kalaat Snen et Kalaa Khasba, les GDAs occupent une place importante dans la structuration des activités agricoles locales. Ils constituent des espaces organisationnels où se croisent des enjeux économiques, sociaux et symboliques, et où les femmes rurales sont de plus en plus encouragées à s'y impliquer. Cette participation féminine est souvent valorisée par les discours institutionnels comme un indicateur de progrès en matière d'égalité de genre et de développement inclusif. Toutefois, plusieurs travaux en sociologie du développement et du genre soulignent que la participation des femmes à des dispositifs collectifs ne garantit pas, à elle seule, une transformation effective des rapports sociaux de sexe (Kabeer, 1999 ; Cornwall, 2016).

L'autonomisation des femmes, telle que conceptualisée par Kabeer (1999), renvoie à un processus complexe articulant l'accès aux ressources, la capacité d'agir et la réalisation de choix stratégiques. Appliquée au contexte des GDAs, cette approche invite à dépasser une lecture strictement économique de l'autonomisation pour interroger les rapports de pouvoir qui structurent les organisations collectives. Dans la région du Kef, les femmes rurales font face à des contraintes spécifiques, notamment un accès limité à la terre, une forte dépendance économique, un niveau élevé d'analphabétisme et une charge domestique importante, autant de facteurs qui conditionnent leur participation et leur position au sein des GDAs (FAO, 2019 ; INS, 2022).

L'analyse des pratiques concrètes des GDA met ainsi en évidence un paradoxe structurel entre les

objectifs institutionnels affichés et les dynamiques sociales effectives qui s'y déploient. D'une part, les GDA peuvent générer des dynamiques positives de mobilisation collective, d'apprentissage et de solidarité, contribuant à renforcer les capacités économiques et organisationnelles des femmes rurales, mais, d'autre part, ces mêmes dispositifs restent profondément traversés par des rapports sociaux de genre inégalitaires, qui se manifestent par la persistance de normes sociales contraignantes, de hiérarchies de genre et de mécanismes de domination masculine (Kergoat, 2012 ; Agarwal, 2010). En effet, les organisations collectives peuvent simultanément produire des dynamiques d'inclusion et des logiques de reproduction des inégalités sociales et de genre (Agarwal, 2018 ; Bieri & Rist, 2017).

Ainsi les GDA, malgré l'existence formelle de dispositifs favorables à l'inclusion des femmes, peuvent devenir des espaces où s'expriment différentes formes de violences basées sur le genre, souvent invisibilisées ou banalisées. Ces violences (économiques, symboliques, institutionnelles ou relationnelles) peuvent constituer, des freins majeurs aux processus d'autonomisation des femmes rurales et participent à la reproduction des rapports de domination masculine (ONU Femmes, 2022).

Ces rapports de pouvoir peuvent se traduire par une participation féminine souvent cantonnée à des rôles d'exécution au sein des organisations, notamment les GDAs, ainsi qu'à une reconnaissance limitée de leur travail et de leur expertise. Pouvant ainsi contribuer à la reproduction des inégalités basées sur le genre, malgré l'existence formelle de dispositifs favorables à l'inclusion des femmes.

Face à ces contraintes, les femmes rurales ne sont toutefois pas de simples actrices passives. De nombreux travaux mettent en évidence leur capacité à développer des stratégies de résistance, de contournement et d'adaptation, individuelles et collectives, leur permettant de préserver des marges d'autonomie et de maintenir leur engagement au sein des GDA (Scott, 1985 ; Kergoat, 2012). Ces stratégies peuvent prendre des formes discrètes, telles que la négociation informelle, la solidarité entre femmes, la réappropriation de certains espaces organisationnels ou la mobilisation de réseaux locaux. Ces structures tardant à amorcer une dynamique réelle d'autonomisation des femmes, il nous a semblé pertinent d'explorer la part des violences basée sur le genre dans cet état des lieux. C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente recherche-action, qui ne vise pas uniquement à évaluer les résultats des GDA en matière d'autonomisation des femmes rurales, mais, également, à analyser en profondeur les dynamiques sociales produites par ces dispositifs. En s'appuyant sur une approche participative et située, la recherche entend mettre en lumière les tensions entre opportunités d'autonomisation et reproduction des violences basées sur le genre, tout en valorisant les capacités de résistance et d'action des femmes rurales de Kalaat Senan et Kalaa Khasba. L'enjeu est ainsi de contribuer à une réflexion critique et transformatrice sur les pratiques des GDA, dans une perspective de justice sociale et d'égalité de genre.

Problématique

Si les Groupements de Développement Agricole (GDA) sont aujourd'hui largement mobilisés comme leviers du développement rural et de l'inclusion des femmes dans les politiques agricoles, leur fonctionnement concret soulève des interrogations majeures quant à leur capacité réelle à transformer les rapports sociaux de genre. En effet, au-delà des cadres normatifs et des discours institutionnels qui les présentent comme des espaces participatifs et inclusifs, les GDA constituent des organisations sociales situées, inscrites dans des contextes locaux marqués par des rapports de pouvoir, des stéréotypes de genre et des hiérarchies sociales préexistantes.

Dans cette perspective, les GDA ne peuvent être appréhendés comme des espaces neutres ou homogènes. Ils constituent des lieux où peuvent émerger ou se renforcer différentes formes de violences basées sur le genre, qu'elles soient économiques, symboliques, institutionnelles ou relationnelles. Ces violences, souvent invisibilisées dans les évaluations classiques des projets de développement, affectent directement les trajectoires d'autonomisation des femmes rurales et conditionnent leur capacité à s'engager durablement dans les dynamiques collectives.

Face à ces contraintes, les femmes rurales ne se contentent pas de subir les rapports de domination. Elles développent des stratégies de résistance, de contournement et d'adaptation, individuelles ou collectives, qui leur permettent de préserver des marges d'autonomie, de négocier leur place au sein des GDA et de redéfinir, parfois de manière discrète, les règles du jeu organisationnel. Ces pratiques de résistance constituent un angle d'analyse central pour comprendre les dynamiques réelles à l'œuvre dans les GDA.

Dès lors, la problématique de cette recherche ne consiste pas à opposer de manière binaire autonomisation et domination, mais à analyser les tensions, les contradictions et les dynamiques ambivalentes qui traversent les GDAs dans un contexte rural spécifique. Elle vise à interroger simultanément les opportunités offertes par ces dispositifs, les formes de violences genrées qui peuvent y apparaître, ainsi que les capacités d'action développées par les femmes rurales pour y faire face.

Ainsi, la question centrale qui guide cette recherche est formulée comme suit :

Dans quelle mesure les Groupements de Développement Agricole (GDA) de Kalaat Snen et de Kalaa Khasba contribuent-ils à l'autonomisation des femmes rurales, quelles sont les formes de violences basées sur le genre qui peuvent y apparaître, et comment les femmes rurales développent-elles des stratégies de résistance et d'adaptation face à ces contraintes ?

Objectifs de la recherche :

Objectif général

Analyser les dynamiques organisationnelles et sociales produites par les GDAs dans la zone de recherche en vérifiant en mettant en évidence leur rôle dans l'autonomisation des femmes rurales, dévoilant les formes de violences basées sur le genre qui y persistent, ainsi que les stratégies de résistance et d'adaptation développées par les femmes face à ces contraintes, dans une perspective de transformation des pratiques.

Objectifs spécifiques

1. Analyser la dynamique créée par les Groupements de Développement Agricole en faveur des femmes rurales, en examinant les modalités de leur participation, leur accès aux ressources productives générées par ces dispositifs.
2. Identifier et analyser les formes de violences basées sur le genre, économiques, symboliques, institutionnelles et relationnelles, qui se manifestent au sein des GDA et qui entravent les processus d'autonomisation économique et sociale des femmes rurales.
3. Examiner les stratégies de résistance, de contournement et d'adaptation développées par les femmes rurales pour faire face aux rapports de domination et aux violences genrées au sein des GDA, en mettant en lumière leurs capacités de résistance.

Hypothèses

Hypothèse principale

Malgré leur vocation institutionnelle à promouvoir l'autonomisation des femmes rurales, les Groupements de Développement Agricole (GDA) de la région du Kef produisent des dynamiques ambivalentes, où les opportunités offertes aux femmes coexistent avec des formes de violences basées sur le genre auxquelles les femmes répondent par des stratégies de résistance et d'adaptation.

Hypothèse secondaire 1 :

Les Groupements de Développement Agricole génèrent une dynamique organisationnelle favorable à l'autonomisation des femmes rurales.

Hypothèse secondaire 2 :

Le fonctionnement des GDA contribue, de manière explicite ou implicite, à la reproduction de violences basées sur le genre.

Hypothèse secondaire 3 :

Face aux contraintes organisationnelles et aux violences genrées, les femmes rurales développent des stratégies de résistance individuelles et collectives, qui leur permettent de maintenir leur engagement et de préserver des marges d'autonomie.

Cadre théorique et revue de la littérature

La revue de la littérature met en évidence la complexité des dynamiques sociales à l'œuvre dans les dispositifs de développement rural ciblant les femmes, et en particulier dans les Groupements de Développement Agricole. Si ces structures offrent des opportunités réelles d'amélioration des conditions économiques et de renforcement des capacités sociales des femmes rurales, elles restent inscrites dans des contextes marqués par des rapports de pouvoir genrés persistants. Les travaux analysés montrent que les violences basées sur le genre, qu'elles soient symboliques, institutionnelles, économiques ou sociales, constituent des freins majeurs à l'autonomisation effective des femmes, y compris au sein des espaces censés la promouvoir. Toutefois, la littérature souligne également la capacité des femmes rurales à développer des stratégies de résistance, d'adaptation et de contournement, révélant leur rôle actif dans la transformation progressive des normes et des pratiques. Ces constats justifient pleinement l'adoption d'une approche de recherche-action, attentive aux expériences vécues, aux rapports sociaux locaux et aux possibilités de changement co-construit avec les actrices concernées.

Cette revue de la littérature vise à situer la présente recherche-action dans les débats scientifiques et institutionnels relatifs au genre, au développement rural et aux organisations agricoles collectives. Elle mobilise des travaux théoriques, empiriques et des rapports nationaux et internationaux afin d'analyser, d'une part, les potentialités des Groupements de Développement Agricole en matière d'autonomisation économique et sociale des femmes rurales et, d'autre part, les limites structurelles liées aux violences basées sur le genre. Elle accorde également une attention particulière aux stratégies de résistance développées par les femmes rurales, permettant de saisir leur capacité d'action au sein de contextes organisationnels et sociaux contraignants.

CHAPITRE 1 :
Opportunités d'autonomisation économique et sociale des femmes rurales via les GDA

1. Renforcement de l'accès aux ressources productives

Le rapport succinct sur le genre et l'agriculture en Tunisie met en évidence que les femmes rurales jouent un rôle central dans la production agricole, mais qu'elles demeurent désavantagées dans l'accès à la terre, au crédit et aux services de vulgarisation technique (ICARDA, 2025). Cela rejoint les analyses mondiales selon lesquelles les femmes, bien qu'elles représentent souvent une large part de la main-d'œuvre agricole, contrôlent une proportion beaucoup plus faible des terres et des capitaux agricoles disponibles (FAO, 2024). Dans ce contexte, l'adhésion à un GDA peut offrir une voie institutionnelle pour améliorer cet accès en mutualisant les ressources, en soutenant la professionnalisation et en créant des liens avec les marchés formels.

2. Création de revenus et insertion économique

Les expériences de GDA dirigés ou fortement impliquant des femmes, montrent des effets positifs sur l'augmentation des revenus et la structuration des activités économiques féminines en milieu rural. Par exemple, le GDA Femme et Palmier dans le sud tunisien illustre comment une structure collective peut permettre à des femmes de consolider leurs activités agricoles et artisanales, d'accéder à des financements et d'élargir leur accès à des marchés plus rémunérateurs ; ce qui aurait été difficile individuellement (Organisation Internationale du Travail, 2024).

De manière plus structurelle, des projets nationaux comme le projet EFOR, Émancipation des femmes et des organisations rurales, financé par des partenaires publics et internationaux, visent à améliorer l'égalité de genre dans l'agriculture tunisienne en renforçant l'autonomie économique des femmes et leur participation aux transformations agro-alimentaires locales. Cette intervention souligne l'importance d'un accompagnement technique et institutionnel pour que la participation des femmes dans les GDA ne reste pas symbolique mais devienne économiquement significative.

À l'échelle globale, l'importance d'intégrer les femmes dans les chaînes de valeur agricoles est reconnue comme un levier crucial de développement rural durable et d'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 5 sur l'égalité des sexes et l'ODD 2 sur la sécurité alimentaire (UN-Women, 2019). Ce cadre international fournit un argument normatif puissant pour légitimer les stratégies de renforcement des GDA avec une perspective de genre.

• Valorisation sociale, capital organisationnel et participation

Au-delà des revenus, les GDA permettent, dans certains contextes, la création d'un capital social propice à l'autonomisation des femmes. En se regroupant, les femmes rurales développent des réseaux de solidarité, acquièrent des compétences organisationnelles, et gagnent une visibilité accrue dans leurs communautés locales. Ces dimensions sont essentielles pour transformer les rapports sociaux de pouvoir et permettre aux femmes d'interagir plus efficacement avec les institutions publiques et les marchés (Hanafi et al., 2024).

Cette valorisation sociale contribue à renforcer la reconnaissance du travail féminin, qui est souvent invisible malgré sa contribution cruciale à l'économie familiale et locale. Une telle reconnaissance est un élément clé de l'autonomisation, car elle fragmente les stéréotypes dominants selon lesquels le travail productif serait prioritairement masculin.

En somme, la littérature montre que les GDA, lorsqu'ils sont bien accompagnés, dotés de services techniques et structurés autour de l'égalité de genre, peuvent créer des chemins significatifs d'autonomisation économique et sociale pour les femmes rurales. Cependant, ces potentialités ne sont pas automatiques et dépendent largement des cadres institutionnels, des ressources disponibles et de la qualité des appuis externes.

CHAPITRE 2 : Formes de violences basées sur le genre que les femmes rurales peuvent subir à l'intérieur ou à l'extérieur des GDA

Si l'intérêt des GDA comme instruments d'autonomisation est bien documenté, une part croissante de la littérature met en lumière les formes subtiles et structurelles de violences basées sur le genre (VBG) qui peuvent émerger, freiner ou neutraliser ces mêmes processus d'émancipation.

Cadre conceptuel des violences basées sur le genre

Les violences basées sur le genre sont des actes ou des attitudes qui entraînent des préjudices physiques, psychologiques, économiques ou sociaux envers une personne en raison de son genre. Elles ne se limitent pas aux violences physiques, mais incluent également des formes symboliques, structurelles et institutionnelles de domination (ONU Femmes). La littérature en sciences sociales souligne que ces violences sont profondément ancrées dans des rapports de pouvoir sociaux qui se manifestent aussi bien dans la sphère privée que publique.

Dans les contextes ruraux, ces violences peuvent prendre des formes spécifiques liées à la division sexuée du travail, à l'accès aux ressources et à la participation décisionnelle. Les femmes rurales, même lorsqu'elles s'investissent dans des structures collectives comme les GDA, continuent souvent d'assumer des charges domestiques non reconnues, ce qui réduit leur temps et leur énergie disponibles pour participer pleinement à la gouvernance et aux activités productives.

Violences structurelles et institutionnelles dans les GDA

L'intégration des femmes dans les GDA ne garantit pas l'élimination des inégalités de pouvoir. Même dans des organisations collectives, des normes sociales patriarcales peuvent persister, se traduisant par des mécanismes qui restreignent la prise de décision des femmes, l'accès aux postes stratégiques et la reconnaissance de leurs contributions. Dans certaines zones rurales, les structures organisationnelles continuent d'être dominées par des hommes ou par des hommes alliés aux institutions locales, limitant ainsi l'impact réel de l'inclusion féminine formelle (Hanafi et al., 2024).

De plus, l'accès inégal aux ressources clés telles que la terre et les crédits constitue une forme

de violence institutionnelle, où les femmes sont exclues des leviers économiques majeurs. Cela peut réduire leur marge de manœuvre économique et affaiblir leur position au sein des GDA.

Violences symboliques et socio-culturelles

Au-delà des obstacles matériels, les femmes rurales subissent souvent des violences symboliques liées à la dévalorisation de leurs savoirs, de leurs compétences et de leurs choix économiques. Dans de nombreuses sociétés rurales, les normes traditionnelles assignent aux femmes des rôles subalternes, reléguant leurs activités productives à une sphère privée et invisible. Cette invisibilisation est elle-même une forme de violence, car elle empêche la reconnaissance sociale et limite l'accès aux opportunités économiques (UN-Women).

Ces violences peuvent se manifester lorsqu'une femme prend des décisions économiques ou s'affirme dans des espaces publics, ce qui peut provoquer des tensions familiales ou communautaires. La pression sociale visant à maintenir des rôles de genre traditionnels peut ainsi réduire l'impact des initiatives de développement censées promouvoir l'autonomisation.

Violences relationnelles et domestiques

Les femmes rurales peuvent également faire face à des pressions relationnelles, de la part de leur famille, de leurs partenaires ou d'acteurs communautaires, qui entravent leur participation pleine aux GDA. Les conflits autour du contrôle des revenus générés, la gestion du temps et la répartition des tâches domestiques peuvent être exacerbés par l'engagement des femmes dans des activités économiques, surtout si cela remet en cause les normes patriarcales dominantes (Bitman, 2015).

Des études montrent que l'implication économique accrue des femmes ne s'accompagne pas toujours d'un partage équitable des responsabilités domestiques, entraînant une double charge de travail qui peut affecter négativement leur santé, leur bien-être et leur capacité à participer à des activités collectives.

Violences socio-économiques plus larges

Enfin, les femmes rurales peuvent subir des formes de violences socio-économiques externes, telles que l'exclusion des marchés formels, l'exploitation commerciale, ou la limitation de leurs droits légaux à la terre et aux actifs matériels. Ces obstacles structurels ont été documentés à l'échelle mondiale, où les femmes contrôlent significativement moins de terres que les hommes malgré leur rôle prépondérant dans l'agriculture.

Ces différents niveaux de violences, institutionnelles, symboliques, relationnelles et socio-économiques, montrent que l'inclusion formelle des femmes dans les GDA n'est pas suffisante pour garantir une transformation profonde des rapports de genre. Une analyse approfondie doit donc prendre en compte ces multiples dimensions de violence pour comprendre les limites et les contradictions des dispositifs d'autonomisation.

CHAPITRE 3 :
Stratégies de résistance et d'adaptation développées par les femmes rurales face aux violences basées sur le genre

Malgré la persistance des violences basées sur le genre, les femmes rurales ne sont pas des actrices passives. La littérature sociologique en genre identifie une variété de stratégies de résistance, de contournement et d'adaptation que les femmes élaborent pour naviguer dans des environnements structurellement contraignants.

Résistance par renforcement collectif et capital social

Un des principaux leviers de résistance est la formation de réseaux solidaires et d'entraide entre femmes. En s'appuyant sur les liens sociaux et sur des engagements collectifs, les femmes peuvent contester les normes dominantes, partager des savoirs techniques et développer des stratégies conjointes pour accéder à des ressources ou à des marchés. Ce renforcement du capital social est souvent essentiel pour dépasser l'isolement et négocier collectivement de meilleures conditions (Mbarek, 2024).

Ces pratiques collectives permettent aussi aux femmes d'affirmer leur présence dans des espaces publics et organisationnels, renforçant ainsi leur légitimité et leur pouvoir d'influence.

Résistance quotidienne et négociation informelle

Dans de nombreux cas, la résistance des femmes rurales ne prend pas des formes visibles. Elles se manifeste par des processus de négociation informelle avec des acteurs masculins ou institutionnels. Cela peut inclure la négociation de l'utilisation du temps, la répartition des tâches domestiques, ou la négociation de l'accès aux revenus générés par les activités du GDA.

Ces formes de résistance, qui font partie du quotidien des femmes rurales, sont cruciales, car elles permettent aux femmes de préserver des marges d'autonomie à l'intérieur des structures sociales contraignantes, sans nécessairement remettre en question frontalement les normes établies.

Stratégies d'adaptation contextuelle

Les femmes développent aussi des stratégies d'adaptation spécifiques au contexte local. Par exemple, elles concentrent leurs efforts sur des activités génératrices de revenus socialement acceptables et moins susceptibles de susciter des résistances patriarcales. Elles ajustent leur participation aux GDA en fonction des responsabilités familiales et des charges domestiques.

Cependant, ces stratégies s'inscrivent souvent dans des rapports de pouvoir inégalitaires. Dans certains cas, les femmes rurales sont confrontées à des formes indirectes de violence économique au sein du ménage, lorsque leurs maris conditionnent leur participation aux activités des GDA à leur capacité à rapporter un revenu. Cette exigence constitue en réalité une pression économique qui limite leur autonomie et renforce leur dépendance, en transformant leur engagement collectif en obligation de rentabilité.

Ces stratégies révèlent ainsi non seulement l'intelligence pratique et la créativité des femmes rurales face à des environnements sociaux contraignants, mais aussi leur capacité à négocier, souvent de manière implicite, avec des formes diffuses de domination économique et symbolique.

Par ailleurs, il apparaît que ces formes de contrainte ne sont pas toujours perçues comme telles par les femmes elles-mêmes. Ces exigences masculines sont intériorisées comme normales, voire légitimes, au regard des responsabilités économiques du ménage ou des normes sociales dominantes. Cette absence de reconnaissance explicite de la violence économique contribue à sa reproduction, en rendant moins visibles les rapports de domination qui structurent les relations conjugales et en limitant les possibilités de remise en question ou de contestation.

Plaidoyer et mobilisation institutionnelle

Dans certains contextes, les femmes s'organisent pour influencer les politiques publiques locales ou nationales. Cela inclut la participation à des réseaux d'organisations féminines, la collaboration avec des ONG ou des projets comme EFOR qui visent à renforcer l'égalité de genre dans l'agriculture tunisienne.

Ces démarches s'inscrivent dans une logique de transformation institutionnelle, où les femmes cherchent à modifier les cadres normatifs et politiques qui reproduisent les violences basées sur le genre.

Résistance culturelle et symbolique

Enfin, les stratégies de résistance incluent également des pratiques visant à transformer les représentations sociales du travail féminin. Cela peut passer par la valorisation du savoir agricole féminin, l'éducation communautaire, ou la mise en avant de réussites féminines comme moyens de contester les stéréotypes de genre dominants.

Ces stratégies symboliques sont essentielles, car elles attaquent les fondements culturels des violences de genre et ouvrent des espaces de reconnaissance et de légitimité pour les femmes rurales.

La littérature montre que les (GDA) constituent des espaces favorisant l'autonomisation économique et sociale des femmes rurales à travers l'accès aux ressources, le développement des compétences et le renforcement du capital social. Toutefois, ces opportunités demeurent limitées par des violences économiques, symboliques et institutionnelles liées aux rapports de genre. Face à ces contraintes, les femmes développent des stratégies de résistance, de négociation et d'action collective, révélant leur capacité d'agir et leur rôle dans la transformation progressive des normes sociales.

Méthodologie

L'objectif de cette enquête est d'analyser en profondeur le rôle des Groupements de Développement Agricole (GDA) de Kalaat Senan et Kalaat Khasba dans le processus d'autonomisation économique et sociale des femmes rurales, tout en identifiant les différentes formes de violences basées sur le genre (VBG) qui traversent ces structures et en analysant les stratégies de résistance développées par les femmes elles-mêmes pour contourner les entraves d'ordre sociales et institutionnelles qu'elles rencontrent. Pour répondre à cette problématique, une méthodologie qualitative a été privilégiée, mobilisant des outils d'investigation permettant de saisir les expériences vécues, les représentations et les dynamiques sociales internes et externes aux GDA pouvant affecter le processus d'autonomisation des femmes rurales adhérentes à ces organisations. L'approche qualitative est choisie pour cerner la complexité de ce phénomène et comprendre les jeux de pouvoir, les formes de violence et les stratégies de résistance déployées par cette catégorie sociale.

1. Approche méthodologique adoptée

1.1 Une démarche qualitative compréhensive

La recherche adopte une approche qualitative fondée sur les principes de la sociologie compréhensive et de l'analyse interactionniste. Cette démarche permet de donner la parole aux femmes concernées, de comprendre leurs trajectoires, leurs perceptions et leurs pratiques quotidiennes au sein des GDA. Elle s'inscrit dans une logique d'exploration approfondie du sens que les femmes attribuent à leur engagement, aux formes de violence rencontrées et aux stratégies qu'elles développent pour renforcer leur autonomie.

Cette approche répond particulièrement aux objectifs de la recherche pour plusieurs raisons :

- Elle permet de saisir l'épaisseur biographique des expériences féminines.
- Elle rend possible une analyse des rapports sociaux de sexe au sein des GDA et dans leur communauté rurale.
- Elle permet d'accéder aux réalités invisibilisées, souvent absentes des discours officiels ou institutionnels.
- Elle donne accès aux dynamiques collectives, aux solidarités et aux tensions à l'intérieur et à l'extérieur des GDA.

Ainsi, l'approche qualitative constitue un cadre méthodologique souple, mais rigoureux, pour explorer les mécanismes d'autonomisation, les diverses formes de violences basées sur le genre et les stratégies de résistance des femmes rurales.

2. Techniques d'investigation

Afin de répondre à la problématique de recherche et de saisir au plus près les expériences vécues, les perceptions et les dynamiques d'engagement des femmes au sein des GDAs, cette étude s'est appuyée sur deux techniques qualitatives complémentaires.

Dans un premier temps, un focus groupe a été organisé avec vingt femmes rurales, réparties de manière équilibrée entre les deux structures étudiées : dix participantes issues du GDA de Kalaat Snen et dix autres du GDA de Kalaa Khasba. Ce dispositif collectif a permis de favoriser les interactions entre les participantes et de faire émerger des représentations partagées. Le focus groupe a ainsi constitué un espace privilégié de production de discours collectifs, révélateurs des normes, des valeurs et des significations que les femmes attribuent à leur participation au sein des GDA.

Dans un second temps, quatorze entretiens semi-directifs ont été réalisés, soit sept auprès de membres de chaque groupement. Les participantes ont été sélectionnées selon un échantillonnage raisonné privilégiant les femmes disposant d'une expérience significative au sein des GDA et susceptibles d'apporter des récits riches sur leurs parcours, leurs motivations, les difficultés rencontrées ainsi que les transformations induites par leur engagement dans les GDAs. Cette démarche a permis d'accéder à une compréhension plus fine des trajectoires individuelles, des formes d'agentivité développées par les femmes et des significations qu'elles attribuent à leur participation aux activités collectives.

Le recours combiné à ces deux outils méthodologiques s'inscrit dans une logique de triangulation des données visant le croisement des informations recueillies à travers différentes situations d'enquête. Celle-ci renforcer la validité des résultats et affine l'analyse du phénomène étudié. Le focus groupe permet de mettre en évidence les dimensions collectives, relationnelles et normatives des expériences féminines. Les entretiens semi-directifs permettent d'explorer en profondeur les dimensions biographiques, subjectives et émotionnelles. Cette complémentarité méthodologique contribue à produire une lecture plus nuancée et plus robuste de la réalitésde l'engagement des femmes rurales dans les GDAs dans la région d'étude.

2.1 Les entretiens semi-directifs

2.1.1 Objectifs des entretiens

Les entretiens semi-directifs visent à explorer en profondeur les parcours, les expériences et les représentations individuelles des femmes engagées dans les GDA. Ils permettent de saisir :

- Les motivations d'adhésion aux GDA.
- Les trajectoires personnelles et familiales.
- Les difficultés rencontrées dans les activités productives.
- Les formes de violences ou de discriminations vécues.
- Les espaces de participation réelle et symbolique.

- Les stratégies développées pour contourner ou affronter les obstacles.
- La perception subjective de l'autonomisation.

Ces entretiens fournissent ainsi une matière riche permettant d'articuler les dimensions individuelles, sociales et institutionnelles.

2.1.2 Population ciblée

L'étude a été menée auprès de deux Groupements de Développement Agricole (GDA): Le GDA « Al Hayet », créé par l'Etat le 15/09/2015 à la délégation de Kalâat Snen et le GDA « Nassaim Elkhir », créé le 21/06/2018 à la délégation Kalaa Khesba. Le but assigné pour ces structures est de gérer et valoriser les ressources naturelles de la région. Le premier regroupe 70 femmes rurales, le second 30. leur mission principale s'articule autour du développement durable des forêts et pâturages par :

- La vulgarisation agricole : Accompagnement des femmes adhérentes pour l'adoption de meilleures pratiques culturales, l'adaptation au changement climatique et l'innovation.
- La participation à la gestion durable, à la sauvegarde et à l'exploitation rationnelle des écosystèmes (forêts et pâturages).
- La commercialisation et la valorisation : regroupement des productrices pour faciliter l'achat d'intrants et la vente de produits agricoles ou issus du terroir.

Le choix de ces deux structures ne répond pas à une logique comparative visant à mettre en évidence des différences organisationnelles ou fonctionnelles entre elles. Il s'inscrit plutôt dans une volonté d'élargir le terrain d'enquête afin de recueillir des expériences diversifiées de femmes rurales engagées dans des dynamiques collectives de développement local.

Le recours à deux GDA a ainsi permis de constituer une population d'étude diversifiée et représentative des réalités vécues par les femmes rurales adhérentes à ce type de structure. Cette démarche visait à mieux comprendre les conditions de leur participation, les opportunités d'autonomisation qui leur sont offertes ainsi que les contraintes auxquelles elles sont confrontées dans leur vie quotidienne et au sein des groupements.

Par ailleurs, l'enquête de terrain a révélé une forte homogénéité entre les deux GDA. Les femmes rencontrées présentent des caractéristiques socio-économiques similaires, évoluent dans des contextes territoriaux proches et font face à des enjeux comparables en matière d'accès aux ressources, de participation économique, de mobilité, ainsi que de rapports de genre.

Les entretiens et le focus groupe n'ont pas mis en évidence de différences significatives susceptibles de justifier une analyse comparative approfondie. Au contraire, les résultats soulignent l'existence de problématiques communes et de trajectoires relativement convergentes, permettant d'appréhender les expériences des participantes comme l'expression de dynamiques sociales plus larges touchant les femmes rurales engagées dans les GDA de la région du Kef.

Deux catégories de femmes ont été ciblées :

1. Les femmes bénéficiaires des activités et services des GDA.
2. Les femmes occupant des postes de responsabilité au sein des GDA (présidente, trésorière, secrétaire générale…).

Ce choix permet de comparer le vécu des femmes “ordinaires” avec celui des femmes occupant des positions de pouvoir au sein des GDA, afin d’interroger les hiérarchies internes et les rapports de pouvoir.

2.1.3 Construction du guide d’entretien

Le guide d’entretien est structuré autour de trois thématiques principales :

1. Les opportunités d’autonomisation des femmes rurale au sein des GDA

- Accès à l’information
- Accès aux financements, formations et équipements
- Contrôle des revenus et gestion financière

2. Expériences de violences basées sur le genre

- Violences économiques (contrôle de l’argent, exclusion des décisions)
- Violences symboliques (dévalorisation, infantilisation)
- Violences organisationnelles (exclusion des réunions, marginalisation)
- Violences relationnelles (intimidation, moqueries, pression sociale)

3. Stratégies de résistance, résilience ou contournement

- Soutiens familiaux ou communautaires
- Mobilisation des savoir-faire
- Collaboration mutuelle internes au GDA

L’entretien semi-directif permet de conserver une structure tout en laissant aux femmes la liberté d’exprimer ce qui est important pour elles.

2.2 Les focus groupes

2.2.1 Objectifs des focus groupes

Les focus groupes complètent les entretiens individuels en permettant l’exploration des dynamiques sociales et des représentations collectives. Ils visent à :

- Favoriser les échanges entre femmes partageant des expériences similaires.
- Repérer les normes sociales dominantes.

- Comprendre les dynamiques collectives d'autonomisation ou de résistance.
- Observer les conflits, accords ou contradictions internes.
- Dégager les significations partagées autour du rôle des GDA.

Dans le cadre de l'étude, les focus groups aident également à comprendre comment se construisent collectivement les perceptions de la violence, du pouvoir et de l'autonomie.

2.2.2 Organisation des focus groupes

Un focus group est avec un groupe homogène d'une vingtaine de femmes bénéficiaires des deux GDA de la zone d'étude.

2.2.3 Contenu du guide de discussion

Le guide est centré sur :

- La perception collective de l'autonomisation.
- Les dynamiques de solidarité ou de rivalité entre femmes.
- Les expériences partagées de violences.
- Les obstacles organisationnels.
- Les opportunités offertes par les GDA.
- Les stratégies collectives de résistance.
- Les propositions d'amélioration du fonctionnement des GDA.

Le focus group permet, ainsi, d'accéder à une compréhension plus globale des dynamiques sociales au sein des GDA.

3. Taille et caractéristiques de l'échantillon

3.1 Nombre de participantes

L'échantillon total sera composé de 20 femmes rurales membres des GDA des deux délégations :

- 10 femmes du GDA de Kalaat Senan
- 10 femmes du GDA de Kalaat Khasba

Les participantes ont été réparties entre :

- 14 femmes pour les entretiens individuels
- 20 femmes pour le focus groups

3.2 Méthode d'échantillonnage

Pour l'échantillonnage, nous avons adopté la méthode :

- Raisonnée (Blanchet & Gotman, 2010), pour choisir des profils pertinents.
- Par saturation théorique (Kaufmann, 2011), afin d'arrêter la collecte lorsque les informations deviennent répétitives et n'apportent plus de nouveaux éléments.

3.3 Critères de diversification

Pour garantir la richesse analytique, l'échantillon sera diversifié selon :

- L'âge (jeunes femmes, adultes, femmes âgées, de niveaux)
- L'ancienneté dans le GDA
- Le rôle au sein du GDA (membres, responsables)
- La situation matrimoniale (célibataire, mariée, veuve, divorcée)
- La situation socio-économique
- Le niveau d'instruction

Cette diversité est essentielle pour révéler la pluralité des expériences et analyser comment la violence et l'autonomisation se manifestent selon les profils.

4. Terrain d'enquête et contexte d'observation

L'enquête s'est déroulée dans les GDA situés dans :

- La délégation de Kalaat Senan, zone montagneuse, agricole et frontalière.
- La délégation de Kalaat Khasba, caractérisée par une forte économie de subsistance.

Ces territoires partagent plusieurs caractéristiques :

- Enclavement géographique.
- Faible accès aux services publics.
- Dépendance à l'agriculture pluviale.
- Taux élevé d'analphabétisme féminin.
- Persistance des normes patriarcales ;
- Importance des solidarités familiales et tribales.

Ce contexte territorial a un impact direct sur :

- Les formes de violence ;
- L'accès des femmes aux ressources ;

- Les dynamiques de pouvoir au sein des GDA ;
- La manière dont les femmes conceptualisent l'autonomisation.

5. Déontologie et considérations éthiques

Le respect de l'éthique constitue un principe fondamental de la recherche, particulièrement dans l'étude de sujets sensibles comme les violences basées sur le genre. Les précautions suivantes seront respectées :

5.1 Consentement libre et éclairé

Chaque participante a été informée :

- Des objectifs de la recherche,
- Du déroulement de la collecte,
- De l'usage des données,
- De la possibilité de se retirer à tout moment.

5.2 Confidentialité et anonymisation

- Les noms des participantes ne sont jamais mentionnés.
- Les données sont anonymisées.
- Aucune information sensible n'est diffusée.

5.3 Préservation de l'intégrité psychologique

Étant donné que la thématique des violences peut être émotionnellement difficile :

- Les entretiens se sont déroulés dans des lieux sécurisés.
- Aucune pression n'a été exercée pour évoquer des situations traumatiques.

6. Rôle et posture du chercheur

Les chercheurs ont adopté une posture compréhensive, non jugeante, sensible au genre et réflexive.

7. Traitement et analyse des données

Cette étude de type recherche action, centrée sur les expériences des femmes rurales membres des GDA des délégations de Kalaat Snen et Kalaa Khasba de la région du kef, se distingue par son double objectif : produire des connaissances scientifiques tout en favorisant le changement social et organisationnel dans le terrain étudié (Lewin, 2013 ; Miles et Huberman, 2019). Ofrant la flexibilité nécessaire pour intégrer les observations du terrain et permettant la captation

de la complexité des expériences vécues, l'approche qualitative est adaptée pour étudier l'autonomisation des femmes rurales, les diverses formes de violence qu'elles subissent, leurs stratégies de résistance ainsi que leurs perceptions devant les divers obstacles auxquels elles font face.

Un codage thématique et une analyse interprétative ont été réalisés selon une méthodologie inspirée de l'analyse de contenu et de l'analyse thématique en sociologie du genre, en mettant l'accent sur les dimensions économiques, sociales et symboliques des expériences collectives (Bardin, 2013 ; Miles et Huberman, 2019). Les données recueillies ont été analysées à l'aide de l'analyse thématique inductive et déductive (Braun & Clarke, 2006).

Les transcriptions des entretiens et du focus groupes, réalisés d'abord en dialecte tunisien ont été traduites en français à l'aide de deux outils de traduction, ChatGPT et DeepL Translate (version gratuite). Afin d'assurer la fiabilité des données, les traductions ont été complétées et vérifiées manuellement par les chercheures.

Les transcriptions ont été lues attentivement, et les segments de texte pertinents ont été identifiés selon des codes préalablement définis (violences économiques, contraintes structurelles, autonomie, leadership, solidarité). Puis, les codes ont été regroupés en axes analytiques et intégrés dans des tableaux analytiques combinant illustrations issues des entretiens et focus groupe, avec une lecture interprétative (Bardin, 2013).

Cette démarche a permis de passer du niveau descriptif au niveau interprétatif, en identifiant les mécanismes d'autonomisation, les contraintes structurelles, et les formes de violence économique et symbolique subies par la population d'étude.

La méthodologie adoptée permet une analyse approfondie des dynamiques au sein des GDA. Elle offre une compréhension intégrée des dimensions économiques, institutionnelles, sociales et symboliques de l'autonomisation des femmes rurales et pose des bases solides une analyse thématique des résultats de la recherche.

8. Limites de la méthodologie

Malgré la rigueur méthodologique, certaines limites doivent être signalées :

- **Échantillon restreint :** Les résultats sont basés sur 14 entretiens et un focus groupe de 20 participantes, limitant la généralisation à l'ensemble des GDA tunisiens.
- **Biais de désirabilité sociale :** Les participantes ont pu minimiser ou valoriser certaines expériences pour se conformer aux attentes perçues du chercheur.
- **Contexte temporel :** Les données reflètent les expériences vécues à un moment précis, et certaines dynamiques peuvent évoluer avec le temps ou avec des changements institutionnels.

Ces limites ont été atténuées grâce à la création d'un climat de confiance, la diversification des techniques (entretiens + focus groups) et la profondeur de l'analyse qualitative.

Conclusion : portée de la méthodologie

Cette méthodologie qualitative, combinant entretiens semi-directifs, focus groups, diversité d'échantillon et posture réflexive, permet d'appréhender avec finesse :

- Les mécanismes d'autonomisation au sein des GDA,
- Les formes visibles et invisibles de violences basées sur le genre,
- Les dynamiques de pouvoir et de résistance,
- Les stratégies d'amélioration adaptées au contexte rural de la zone d'étude.

Elle offre ainsi un cadre solide pour comprendre les paradoxes et enjeux qui traversent les GDA et leur rôle réel dans la promotion de l'autonomisation des femmes rurales.

Cette recherche-action adopte une approche qualitative compréhensive visant à analyser les processus d'autonomisation des femmes rurales membres de deux GDA de la région du Kef ainsi que les violences basées sur le genre qu'elles rencontrent. La collecte des données repose sur quatorze entretiens semi-directifs et un focus groupe réunissant vingt participantes, selon une logique de triangulation permettant de croiser les expériences individuelles et les dynamiques collectives.

Résultats et analyse

L'autonomisation des femmes en général et des femmes rurales en particulier a souvent été un enjeu central dans les politiques de développement en Tunisie. Cependant, et malgré le progrès de l'accès des femmes tunisiennes à l'éducation, au marché du travail et à la participation à la vie publique, les formes d'inégalités basées sur le genre persistent dans le domaine économique et dans l'accès aux ressources productives, notamment dans les zones rurales (Ben Salem, 2020 ; Elloumi, 2021). La catégorie des femmes rurales continue, également de subir diverses formes de violence genrée et de faire face à des entraves culturelles, structurelles et institutionnelles limitant leur participation aux activités économiques. C'est dans ce contexte qu'apparaissent les Groupements de Développement Agricole (GDA) comme des dispositifs locaux pour la promotion d'une autonomisation économique féminine. Ce sont des structures collectives qui offrent aux femmes rurale l'opportunité de développer leurs savoirs faire en matière d'agriculture et agroalimentaire. Les GDA permettent aux femmes rurales de sortir de l'isolement domestique et de s'engager dans des activités génératrices de revenus (Bessaoud, 2019 ; Charlier, 2018) sans, toutefois, leur épargner la violence souvent implicite, voire même intériorisée par les femmes elles-mêmes au point de ne pas en être conscientes.

1. Femmes rurales et violences normalisées : poids des normes socioculturelles et invisibilisation des rapports de pouvoir

Les entretiens réalisés auprès des femmes rurales mettent en évidence des formes de violence économique profondément normalisées dans le quotidien de ces dernières, au point d'être souvent perçues comme des obligations ordinaires relevant du rôle féminin. Plusieurs participantes associent leur participation économique à un devoir envers le ménage et le mari. H. affirme que : « dans sa tête, mon mari veut que je l'aide dans le budget familial ». Une autre déclare : « si je ne donne pas de l'argent à mon mari, il peut me mettre dehors ». Ces témoignages révèlent des rapports de pouvoir où les ressources financières des femmes restent soumises au contrôle masculin. Même lorsqu'elles développent des projets générateurs de revenus, certaines doivent partager leurs bénéfices ou leurs crédits avec leurs maris. Cette réalité traduit une intériorisation des normes patriarcales qui invisibilise les violences économiques vécues par les femmes rurales.

1.1 Normes de genre, contrôle conjugal et violences économiques invisibilisées

Les témoignages recueillis montrent que les normes sociales et culturelles qui encadrent la vie des femmes rurales constituent une forme de violence symbolique et sociale souvent intériorisée et banalisée. Les femmes adaptent leurs comportements aux attentes traditionnelles liées à leur rôle d'épouse et de mère, ce qui limite leur participation à la vie collective et économique. Comme l'exprime N : « Certaines femmes ont honte de participer aux activités des GDA à cause des coutumes et traditions ». Ce témoignage révèle le poids du regard social et des mécanismes de contrôle communautaire. Cette pression se manifeste également dans la gestion du temps et des responsabilités familiales. N dit que : « la femme ne peut participer au GDA que lorsque ses enfants sont déjà un peu grands ». Ces normes traduisent une division sexuée des rôles profondément ancrée, où les tâches domestiques et éducatives demeurent principalement assignées aux femmes. À ce propos, les travaux de Souad Triki (1993 ; 2000) montrent que la

répartition inégale des tâches ménagères en Tunisie contribue à limiter l'autonomie féminine et à renforcer les rapports de dépendance au sein de la famille. Ainsi, ces contraintes quotidiennes, bien qu'elles soient souvent perçues comme « normales », participent à l'invisibilisation de formes de violence structurelle qui freinent l'engagement des femmes rurales dans les espaces de développement local.

Les entretiens révèlent également l'existence de mécanismes de contrôle social et conjugal qui limitent directement la liberté d'action des femmes rurales au sein des GDA. Plusieurs témoignages montrent que la participation féminine reste conditionnée par l'accord implicite ou explicite du mari. M., une femmes âgée d'une quarantaine d'années et adhérente au GDA depuis six ans dit : « la femme doit convaincre son mari, et parfois ses enfants et toute la famille pour pouvoir rejoindre le GDA, sinon, elles peuvent subir de la violence, certaines femmes disent que leurs maris leur interdisent de participer aux sessions de formation organisées au sein du GDA, d'autres ont arrêté leurs activités sous la pression du mari » N., femme rurale âgée de 45 ans, explique cette idée en disant : « Quand je vais au GDA, je dois emmener ma fille avec moi pour que mon mari ne se fâche pas sur moi » Ce témoignage illustre les stratégies d'adaptation mises en place par les femmes pour éviter les conflits domestiques. H., de son côté déclare : « Je dois fermer les yeux sur beaucoup de choses mauvaises que mon mari fait pour qu'il me laisse aller au GDA » une autre femme ajoute encore « Oui, j'ai peur de mon mari, vraiment ». Ces paroles traduisent une relation de pouvoir asymétrique, où la peur et le silence deviennent des mécanismes de régulation. L. âgée de 46 ans, adhérente au GDA depuis trois ans parle d'une forme de violence économique implicite, elle dit : mon mari ne travaille pas, il ne comprend pas l'agriculture, moi, j'ai appris à faire toutes les activités agricoles dès mon jeune âge avec mon père, maintenant, c'est moi qui fais tout le travail et c'est mon mari qui vend mes produits au marché ».

Ce témoignage, met en évidence une forme de violence économique diffuse et souvent invisibilisée au sein de la sphère familiale. Bien qu'elle soit la principale détentrice du savoir-faire agricole et qu'elle assure l'essentiel du travail de production, elle ne contrôle pas l'ensemble du processus économique lié à son activité et c'est son mari qui prend en charge la commercialisation des produits au marché. Cette situation révèle une dissociation entre le travail productif et le contrôle des revenus qui en découlent. Ainsi, la contribution économique de la femme est reconnue dans sa dimension productive, mais demeure dépossédée de sa valeur économique et symbolique au moment de l'accès au marché et de la circulation des ressources. Le mari conserve ainsi une position stratégique dans la chaîne de valorisation économique, malgré son absence d'implication dans le travail agricole lui-même. Cette configuration illustre la persistance d'une division sexuée du travail fondée sur des normes de genre qui attribuent aux hommes la gestion des relations marchandes et des ressources financières, tandis que les femmes demeurent associées aux activités de production et de reproduction. Elle met également en lumière les mécanismes par lesquels certaines formes de domination économique se reproduisent au sein des ménages, non pas nécessairement par la privation directe du travail des femmes, mais par le contrôle des circuits de commercialisation, des revenus et des décisions économiques. Le cas de L. ressemble à beaucoup d'autres cas de femmes rurales travaillant dans le secteur agricole et montre que l'autonomisation économique des femmes ne dépend pas uniquement de leur

participation à l'activité productive ou de l'acquisition de compétences techniques. Elle suppose également un accès effectif aux espaces de commercialisation, au contrôle des revenus générés et au pouvoir de décision sur les ressources issues de leur travail. Il s'agit de limites d'une autonomie économique formelle lorsque les rapports de genre continuent de structurer la répartition du pouvoir au sein de la famille.

1.2. Reproduction des rapports de pouvoir au sein des espaces d'autonomisation

Les dynamiques internes aux GDA révèlent également l'existence de formes de violence économique exercées entre femmes elles-mêmes, traduisant la reproduction des rapports de pouvoir au sein même des espaces supposés d'autonomisation. Le témoignage de H. illustre clairement cette situation : « Lors de la distribution des ruches, l'ancienne présidente du GDA a pris dix pour elle et dix pour son fils qui ne fait pas partie du GDA, et ne m'a rien donné sous prétexte que c'était pour les jeunes, alors que j'étais la plus jeune du groupe ». Cette situation montre que les rapports de pouvoir ne se limitent pas aux relations entre hommes et femmes, mais peuvent également exister entre femmes lorsque des positions hiérarchiques les distinguent. Ainsi, certaines femmes occupant des fonctions de responsabilité peuvent exercer une violence économique ou symbolique à l'égard de femmes subalternes, reproduisant des logiques de domination fondées sur le statut et le contrôle des ressources plutôt que sur le genre seul.

Ce type de pratiques montre que l'accès aux ressources reste conditionné par des logiques d'influence ou de position hiérarchique, générant des formes d'injustice et d'exclusion. Comme le soulignent plusieurs travaux, les organisations rurales féminines peuvent reproduire des asymétries internes malgré leur objectif d'équité, en raison de rapports sociaux déjà structurés par des inégalités préexistantes et par la dépendance aux ressources (Hanafi et al., 2024). Ainsi, la violence économique ne provient pas uniquement de l'extérieur, mais peut aussi se reconfigurer à l'intérieur même des dispositifs d'empowerment.

2 Les GDA comme promesse d'autonomie : entre opportunités d'émancipation et dépendances persistantes

L'analyse thématique des entretiens et du focus groupe met en évidence que les femmes rurales perçoivent les GDA comme un espace porteur de promesse d'autonomie non seulement économique, mais aussi sociale et symbolique. En effet, les données recueillies indiquent que ces organismes aux voix des adhérentes d'être prise en compte dans les processus décisionnels. Plusieurs témoignages évoquent des formes de consultation de la part des responsables des GDA de Kalaat Snen et Kalaa Ekhesba. Des témoignages comme « nous avons été consultées » suggèrent l'existence d'une gouvernance participative partielle qui permet aux femmes d'exprimer leurs points de vue concernant les orientations et les activités des GDA. L., âgée de 46 ans et active dans le GDA depuis trois ans parle de la relation des femmes avec la présidente en disant : « la relation est très bonne, elle nous traite toute d'une manière équitable, quand il y a une activité ou une formation, elle organise tout et nous réunit pour nous informer, elle écoute nos propositions et transmet nos demandes et nos attentes aux responsables… » Dans le même ordre d'idées, A. une jeune femme ayant un mastère de recherche en chimie et membre du GDA explique : On se réunit au collectif pour discuter, on se conseille mutuellement sur les achats et la vente de produits, on apprend à faire du marketing et on se partage les ressources. »

Dans la littérature sur le développement rural et l'autonomisation des femmes, la participation aux instance décisionnelles constitue un indicateur central de l'empowerment (Cornwal, 2016). Elle permet à cette catégorie de femmes d'acquérir une capacité d'influence sur les décisions collectives et de renforcer leur pouvoir d'agir et, par conséquent, leur statut social. Cependant, les résultats de cette recherche montrent, également, que cette participation demeure limitée et non institutionnalisée. Elle prend la forme de consultations ponctuelles plutôt qu'un véritable partage de pouvoir décisionnel. Ainsi, l'autonomie des femmes rurales au sein des GDA est aussi partielle et conditionnée, car elle s'inscrit dans un environnement social marqué par des normes persistantes de genre. Les résultats de la recherche montrent que cette promesse d'autonomie se construit à travers des dimensions multiples comme la solidarité collective, le renforcement personnel, l'accès aux projets économiques, le soutien familial, la présence de figures de leadership et la participation décisionnelle. Il s'agit d'une participation symbolique ou consultative, dans laquelle les femmes sont associées aux discussions sans pour autant disposer d'un pouvoir décisionnel équivalent à celui des responsables institutionnel (Agarwal, 2018). Dans ce contexte, les GDA représentent néanmoins des espaces d'apprentissage politique où les femmes rurales expérimentent des formes d'engagement collectif.

2.1 Travail collectif et construction d'un capital social féminin

L'un des résultats les plus marquants de l'analyse concerne l'importance du travail collectif et de la solidarité entre les membres du groupement. Les participantes décrivent souvent le GDA comme un espace de coopération et d'entraide. Une participante affirme ainsi : « *Nous travaillons ensemble… nous sommes une seule équipe.* » *L. la trésorière du GDA de Kallat Snen explique cet esprit de groupe au sei du GDA en disant* : « Le travail se fait en groupe. Nous travaillons sur l'économie solidaire. Grâce au groupe, les femmes peuvent vendre leurs produits pendant les foires qui exigent un cadre professionnel. On collabore avec le CRDA du Kef qui soutient toujours, surtout les femmes rurales. » « Par mon adhésion au GDA, je voulais aussi me faire des amies et des sœurs, surtout que j'habite dans une zone frontalière proche de l'Algérie » dit I. une jeune femme de 35 ans mariée et habitant dans une zone éloignée et frontalière de l'Algérie. Elle ajoute :«Avant, j'étais triste, maintenant, grâce au GDA, je suis plus confiante. Ma famille me soutient, mes sœurs aussi. J'ai appris beaucoup de choses sur la gestion et l'organisation.» S., une jeune fille engagée dans la société civile et adhérente au GDA de Kalaa Khesba parle des relations avec les autres participant, elle déclare : « Les relations avec les autres participantes sont bonnes, aussi bien avec les plus âgées qu'avec les plus jeunes. Nous avons un groupe de discussion où nous partageons les idées et les résultats de nos activités.»

Ces interactions régulières contribuent à la construction d'un capital social féminin, entendu comme l'ensemble des relations de confiance, de solidarité et de soutien mutuel qui facilitent l'action collective (Putnam, 2000). Dans les contextes ruraux, où les femmes peuvent être confrontées à des formes d'isolement social, ces réseaux constituent une ressource essentielle pour le développement d'initiatives économiques et sociales. En effet, les groupes de femmes jouent souvent un rôle important dans la création de réseaux de solidarité et de partage de connaissances, permettant aux participantes d'échanger des expériences, des compétences et des stratégies de gestion (Kabeer, 2020). Les résultats obtenus font apparaitre le GDA

comme un espace de socialisation collective, où les femmes peuvent renforcer leur sentiment d'appartenance et leur confiance mutuelle. Cette dimension relationnelle est particulièrement importante dans les processus d'autonomisation, car elle favorise la formation d'une conscience collective des enjeux de genre et renforce la capacité des femmes à agir ensemble pour défendre leurs intérêts. Ecoutons H., résumer comment les femmes rurales perçoivent le processus de leur accès aux GDAs, elle dit :« Nous avons traversé beaucoup d'expériences, beaucoup d'étapes, la vie avec toutes ses phases, nous avons évolué étape par étape, comme un bébé qui entre en maternelle puis en primaire. Aujourd'hui, nous nous voyons à l'université, nous avons une vision. »

2.2 Opportunités économiques et autonomisation subjective

Au-delà de la dimension sociale, le GDA est également perçu, par les femmes rurales adhérentes, comme un espace d'accès à des opportunités économiques concrètes. Plusieurs participantes mentionnent les bénéfices qu'elles ont pu tirer de leur participation aux activités du groupement. L'une d'elles explique par exemple : « *Nous avons bénéficié du groupement et lancé des projets. ». De même, TK,* qui travaillait déjà dans l'agriculture familiale, explique que son entrée dans le GDA a profondément modifié sa manière de travailler : « J'ai appris à développer mes produits, à les vendre, j'ai découvert plusieurs approches que je ne connaissais pas avant. » HA. Une femme âgée de 66 ans adhérente au GDA depuis 15 ans explique les avantages fournis par ces structures en disant : « le groupement nous a fourni des formations, lorsqu'on a commencé, nous, les premières participantes, on les n'avait aucune expérience en apiculture, nous avons appris ensemble, puis chacune applique ce qu'elle a appris chez elle en réalisant son propre projet. » une autre femme ajoute : « Le groupement nous aide dans la commercialisation des produits ».

Ces projets peuvent prendre différentes formes, notamment des activités agricoles, des formations techniques ou des initiatives de transformation de produits locaux. Ils représentent pour certaines femmes une source de revenus complémentaire, mais également une opportunité d'acquérir de nouvelles compétences professionnelles.

Le témoignage de L.A., présidente du groupement Al-Hayat, illustre clairement que l'adhésion au GDA dépasse la simple participation économique ou administrative. Elle décrit le groupement comme un espace profondément humain et relationnel :« Je vois la joie dans les yeux des femmes, elles trouvent dans le GDA des réponses à leurs attentes et un espace pour échanger.» Le GDA peut offrir aux femmes rurales des opportunités d'investissement dans diverses activités agricoles qu'elles maitrisent bien. NH. Affirme cette idée en disant : « Grâce au groupement, j'ai obtenu le financement d'un projet de culture d'amandiers, d'oliviers et de figuiers de Barbarie de la part d'une société »). L'accès aux ressources économiques constitue un facteur clé pour réduire les inégalités de genre (Doss, Meinzen-Dick & Quisumbing, 2018). En leur permettant de participer à des projets générateurs de revenus, les GDA peuvent contribuer à renforcer l'autonomie financière des femmes rurales ainsi que leur capacité de négociation au sein du ménage.

Cependant, l'analyse des entretiens révèle que ces opportunités restent parfois limitées par des contraintes structurelles, notamment le manque de financement, l'accès restreint aux marchés ou encore les difficultés administratives. HQ, une femme âgée de 54 ans et ayant bénéficié de formation et de soutien de la société civile pour lancer un projet en apiculture dit : « Parfois, il n'y a pas de vente, nous cherchons activement des débouchés. » Les perspectives économiques ouvertes par les GDA demeurent, ainsi, fragiles et dépendantes de facteurs institutionnels et structurels.

La participation à ces organisations semble également avoir des impacts importants quant au renforcement personnel des adhérentes. Des témoignages soulignent un sentiment accru de confiance en soi et de valorisation personnelle. A titre d'exemple, on peut citer le témoignage de H, une femme âgée de 52 ans : « Je ne regrette pas mon adhésion, j'ai beaucoup appris » Il s'agit d'une empowerment subjectif qui se traduit par la transformation des perceptions que les femmes ont d'elles-mêmes et de leur capacités (Kabeer, 1999). A travers leur engagement dans les sessions de formation, les réunions d'information et les projets collectifs, les participantes acquièrent de nouvelles compétences, développent leur réseau social et renforcent leur estime de soi. Ces espaces d'apprentissage informel permettent aux femmes rurales d'expérimenter de nouvelles formes de participation sociale. Cette dimension s'avère d'une grande importance dans le contexte rural où les stéréotypes de genre invisibilisent la participation féminine dans l'espace public. Les résultats de la recherche mettent en évidence la contribution des GDA dans la création des conditions favorables à l'émergence d'une subjectivité plus autonome, dans laquelle les femmes se perçoivent des actrices capables de contribuer au développement de leur communauté.

Malgré ces dynamiques positives, l'analyse des données montre que l'autonomie des participantes demeure souvent conditionnée par l'approbation ou le soutien des membres masculins de la famille. Plusieurs femmes mentionnent l'importance du soutien de leur mari, de leur père ou d'un autre membre masculin pour pouvoir participer aux activités du groupement. Elles affirment que l'accord du mari est essentiel pour pouvoir participer aux activités des groupements. Dans ce sens M. H, femme âgée de 35 ans dit : « les femmes ne peuvent pas venir au GDA si leurs maris ne le leur permettent pas. »

Cette permission que les femmes rurales considèrent comme un soutien familier n'est autre qu'une révélation de la persistance d'un rapport de pouvoir genré qui soumet la mobilité et l'engagement social des femmes à l'autorisation masculine. C'est, alors, une autonomie négociée qui obligent les femmes à composer avec les normes sociales et familiales pour pouvoir exercer leurs activités (Kandyoti, 1988). Ainsi, l'empowerment des femmes ne résulte pas nécessairement d'une rupture avec les structures patriarcales mais plutôt d'une reconfiguration progressive des rapports de genre à travers laquelle les femmes cherchent à élargir leur marge d'action tout en maintenant certaines conformités aux attentes sociales.

L'analyse de cet axe met en lumière une réalité nuancée, mais profondément éclairante. Les GDA apparaissent, pour les femmes rurales, comme des espaces d'ouverture et de possibilités, où elles peuvent progressivement prendre la parole, apprendre, s'entraider et s'engager. Même lorsque leur participation reste limitée, le simple fait d'être consultées, d'échanger entre elles ou

de participer à des projets collectifs constitue déjà une première étape vers l'autonomisation.

Toutes les femmes insistent sur un certain degré d'épanouissement du simple fait de sortir de la maison et de rencontrer d'autres femmes. L.B.,46 ans, GDA Nassaïm Al-Kheir, Kalaa Khesba exprime cette idée en disant : dans le GDA, J'ai rencontré beaucoup de femmes qui sont devenues mes amies, nous sommes devenues une autre famille. T.Kh., née en 1959 et adhérente au groupement depuis trois ans dit : « Le groupement nous a fait sortir de nombreuses situations d'isolement. Avant, nous ne connaissions pas grand-chose. »

Le groupement a, ainsi, permis aux femmes rurales de « sortir », de découvrir d'autres espaces sociaux et de dépasser l'isolement dans lequel elles vivaient auparavant : T.K., 59 ans, engagée dans le GDA depuis 10 ans affirme cette idée en disant : « J'étais enfermée, confinée. Pour vendre mes produits, je ne sortais jamais seule. Mon adhésion au GDA m'a ouvert les yeux sur beaucoup d'autres choses. »

Un enseignement central réside dans l'importance du collectif comme levier de transformation. À travers le travail en groupe, les femmes développent des liens de confiance, partagent leurs expériences et construisent un capital social qui renforce leur capacité à agir. Ce sont souvent ces relations, plus que les ressources matérielles elles-mêmes, qui donnent au groupement sa véritable force.

Par ailleurs, les GDA offrent des opportunités économiques réelles, même si elles restent fragiles. Ces expériences, parfois modestes, permettent aux femmes de générer des revenus, mais aussi, et surtout, de se redécouvrir capables.

Plusieurs femmes confirment : « Maintenant je connais mes droits », ou encore : « Ça m'a rendue courageuse et capable de prendre mes décisions seule. » Ce sentiment de compétence et de confiance en soi constitue une dimension essentielle de l'empowerment, souvent invisible mais profondément transformative.

Cependant, un autre enseignement important concerne les limites de cette autonomie qui reste souvent partielle, encadrée et parfois dépendante de facteurs extérieurs, notamment familiaux. En effet, bien que les femmes participent directement à la production et à la gestion des revenus de leurs ménages, leurs témoignages révèlent la persistance d'une division genrée des rôles économiques. Elles expliquent par exemple que c'est le mari qui se charge souvent des déplacements au marché. Elles ont intériorisé que : « Au marché, c'est mieux que ce soit lui (le mari) qui y aille. » De même, si elles affirment gérer l'argent du foyer, elles précisent également que « c'est lui qui dépense ». Ces propos montrent que l'accès des femmes aux ressources économiques ne signifie pas nécessairement une autonomie totale dans les processus de décision financière

Ainsi, est à partir de ces constats, plusieurs priorités d'action se dessinent clairement. D'abord, il devient essentiel de renforcer la participation réelle des femmes dans les instances décisionnelles des GDA. Il ne s'agit plus seulement de les consulter, mais de leur permettre d'accéder à des rôles de responsabilité et à un véritable pouvoir de décision.

Ensuite, il est important de consolider les activités génératrices de revenus, en facilitant l'accès

au financement, aux marchés et à l'accompagnement technique. Sans un ancrage économique solide, les dynamiques d'autonomisation risquent de rester fragiles.

Une autre priorité concerne le renforcement des capacités des femmes, à travers des formations continues, non seulement techniques, mais aussi en leadership, gestion et prise de parole. Ces compétences sont essentielles pour transformer une participation symbolique en engagement actif.

Par ailleurs, il apparaît indispensable d'intégrer une approche sensible au genre au niveau familial et communautaire, afin de réduire les résistances sociales. Cela peut passer par des actions de sensibilisation impliquant également les hommes, pour accompagner une évolution plus globale des rapports sociaux de genre.

Enfin, il est crucial de valoriser et soutenir les dynamiques collectives, en reconnaissant le rôle du capital social et des solidarités féminines comme ressources clés du développement local.

Cet axe ouvre également plusieurs pistes de réflexion pour de futures recherches.

Il serait particulièrement pertinent d'approfondir la question de la participation effective des femmes dans la gouvernance des GDA, en analysant les conditions qui permettent de passer d'une participation consultative à une participation décisionnelle réelle.

De même, la notion d'autonomie négociée mérite d'être explorée davantage, notamment en examinant les interactions entre sphère familiale et engagement public des femmes rurales.

Une autre piste intéressante concerne l'étude des trajectoires individuelles des femmes, afin de mieux comprendre comment l'engagement dans les GDA transforme, sur le long terme, leur position sociale et leur rapport à elles-mêmes.

Enfin, il serait utile d'analyser plus finement les conditions de durabilité économique des initiatives portées par les GDA, en lien avec les politiques publiques et les dispositifs d'accompagnement.

3. Contraintes structurelles ; limites institutionnelles et obstacle à l'autonomisation économique

Si le Groupement de Développement Agricole constitue un espace porteur d'opportunités d'apprentissage et d'autonomisation, l'analyse des entretiens et du focus groupe met en évidence un ensemble de contraintes structurelles qui limitent la portée de ces dynamiques. Ces contraintes traduisent les fragilités institutionnelles et économiques auxquelles les initiatives collectives féminines continuent à confronter dans le contexte rural. L'une des difficultés les plus fréquemment évoquée par les femmes adhérentes dans les GDA de Kalaat Snen et Kalaa Elkhisba concerne l'absence d'un espace de travail adéquat, stable et autonome pour chacun des GDA. Toutes les femmes interrogées sont d'accord et ont exprimé leur besoin d'un lieu dédié aux activités des femmes rurales au sein des groupement. L'une des participantes exprime cette idée en disant : » nous voulons un local à nous. » Cette revendication renvoie à une question centrale dans le développement des organisations communautaires. Il s'agit de la stabilité institutionnelle et matérielle. En effet, l'absence d'un espace permanent dédié aux diverses activités des femmes participantes limite non seulement l'organisation des activités collectives,

mais aussi la visibilité des GDA au sein de la communauté locale. Les difficultés de mobilité, les contraintes liées à la commercialisation des produits, les obstacles liés à l'accès aux espaces d'exposition ainsi que les limitations en matière de financement constituent, également, des facteurs majeurs de fragilité institutionnelle qui rend les activités des GDA dépendantes de solutions temporaires et informelle. La disponibilité d'infrastructures propres aux groupements est, en fait, une condition essentielle pour assurer la durabilité des initiatives collectives (Ben Salem, 2020). En effet, un espace dédié aux activités des GDA permet de faciliter l'organisation des réunions de façon régulière, d'assurer des sessions de formation et de stocker les produits. Ce qui permet le renforcement de la cohésion du groupe, la reconnaissance des GDA par les acteurs de développement local et la valorisation des efforts des femmes rurales.

3.1 Les contraintes de mobilité et les difficultés de commercialisation

Les difficultés liées au transport et à la mobilité dans les zones rurales sont très importantes. Les femmes adhérentes aux deux GDA, sujet de la présente recherche, soulignent qu'elles sont obligées de financer elles-mêmes les frais de leur déplacement pour assister aux réunions, participer aux formations ou aux activités du groupement. « Nous payons le transport de nos propres poches » disent-elles. Une telle situation dévoile des coûts invisibles qui, non seulement compliquent les déplacements vers les GDA, mais aussi pèsent sur le budget des femmes rurales, déjà victimes de pauvreté et de précarité. La mobilité s'avère être un facteur déterminant dans l'accès des femmes aux opportunités économiques et sociales (Bessis, 2017). Les contraintes de transport peuvent réduire la fréquence de participation aux activités collectives et, par conséquent, limiter leur accès aux ressources ou aux formations disponibles.

Les femmes interviewées confirment, également, qu'elles rencontrent des difficultés importantes dans la commercialisation de leurs produits. Plusieurs participantes expliquent qu'elles disposent de produits agricoles ou artisanaux, mais qu'elles ne savent pas comment les écouler sur le marché. C'est dans ce sens que l'une des femmes dit : « Nous avons des produits mais nous ne savons pas comment les vendre ». Cette faible intégration au marché constitue un enjeu majeur devant les initiatives économiques des femmes rurales. Il ne suffit, donc, pas de savoir produire pour réussir un projet économique, il faut savoir distribuer les produits et en trouver des marchés, ce qui exige des compétences en matière de marketing et de gestion commerciale que les femmes rurales ne possèdent pas. Cette situation constitue un obstacle essentiel au développement de l'entreprenariat féminin rural dans la région du Kef où les femmes disposent d'un savoir-faire productif, mais manquent d'informations sur les circuits de commercialisation et les stratégies de promotion. Ces difficultés sont, également liés aux normes de genre qui peuvent restreindre la mobilité des femmes dans le contexte rural. C'est ainsi que les obstacles infrastructurels et matériels se combinent avec les normes sociales et les stéréotypes de genre pour produire des inégalités d'accès aux opportunités de développement. Bien que les GDA, en tant qu'initiative collective, pourraient, dans ce contexte, jouer un rôle important dans la mise en réseau des productrices et la facilitation de l'accès aux marchés, ils manquent d'offrir aux adhérentes un accompagnement institutionnel adapté.

3.2 L'accès au financement et la participation aux foires : entre marginalisation et visibilité

L'analyse des données recueillies des entretiens et du focus groupe met en évidence les difficultés que rencontrent les femmes rurales de la région d'études dans l'accès aux ressources financières et aux mécanismes de financement. Une participante exprime cette préoccupation en s'interrogeant : « Qui va nous défendre pour obtenir un financement ?»

Cette question reflète le sentiment de dépendance vis-à-vis des intermédiaires institutionnels ou administratifs, qui jouent souvent un rôle clé dans l'accès aux programmes de financement. Dans de nombreux contextes ruraux, les procédures administratives et les conditions d'accès au crédit peuvent constituer des obstacles importants pour les femmes.

Selon plusieurs études sur l'inclusion financière des femmes dans les pays arabes, celles-ci rencontrent encore des difficultés pour accéder aux crédits, notamment en raison de l'absence de garanties financières, du manque d'informations ou de procédures administratives complexes (Banque africaine de développement, 2022).

Pour la population de cette recherche, ces obstacles renforcent une dépendance structurelle vis-à-vis des acteurs intermédiaires, tels que les associations, les institutions publiques ou les organisations de développement. Une telle dépendance ne peut que limiter l'autonomie économique des initiatives collectives semblables à celles des GDA.

Par ailleurs, les femmes des GDA trouvent des difficultés à participer aux foires et aux évènements commerciaux, lesquels constituent des opportunités potentielles pour la promotion de leurs produits. Elles soulignent que ces évènements sont souvent inaccessibles à cause des contraintes logistiques et organisationnelles. L'une des femmes explique cette idée en disant : « Quand nous allons aux foires, nous ne trouvons pas où exposer nos produits ».

Cette situation reflète des formes de marginalisation économique qui entravent les initiatives féminines, lesquelles peinent à obtenir une visibilité au même point d'égalité avec les acteurs les acteurs économiques plus établis. Les difficultés d'accès aux espaces d'exposition peuvent être liées à des problèmes de reconnaissance institutionnelle, de financement ou d'organisation. Concernant l'entrepreneuriat féminin dans les pays du Maghreb, les femmes rurales sont souvent sous-représentées dans les espaces formels de commercialisation (Chefai, 2019). Bien qu'ils offrent des opportunités de visibilité pour des catégories marginalisées comme les femmes rurales, les foires et les salons d'expositions commerciales sont parfois dominés par les acteurs économiques qui disposent de ressources financières et logistiques plus importantes.

Ainsi, bien que les initiatives collectives féminines à travers les GDA offrent des opportunités d'apprentissage et d'autonomisation, elles restent fortement influencées par des contraintes structurelles et infrastructurelles qui limitent la portée des dynamiques d'autonomisation observées. L'impact des GDA dépend largement de la capacité des politiques publiques et des institutions de développement à réduire les obstacles structurels qui entravent leur action.

3.3 Reproduction des violences économiques genrées : tensions internes et fragilités organisationnelles

Les résultats de la recherche-action révèlent l'existence de forme de reproduction de violences genrées au sein même des GDA. Cela concerne notamment la distribution inégale des revenus et le partage des charge financières individuelles assumées par les adhérentes aux groupements. Plusieurs femmes racontent des expériences passées qui dégagent des pratiques de gestion peu transparente, notamment en ce qui concerne la commercialisation des produits et la gestion des revenus générés par les activités des GDA. Une participante confirme cette idée en disant : « les produits ont été vendus et l'argent a disparu », une autre ajoute « Quatre femmes ont reçu 600 dinars, les autres rien. » Ces témoignages mettent en lumière des situations qui peuvent être interprétées comme des manifestations de violence économique interne. Elles se caractérisent par l'appropriation de la gestion des ressources collectives par la présidente du groupement sans aucune transparence financière. Ce comportement peut créer des tensions et menace la durabilité des initiatives collectives. En effet, les tensions liées à la gestion des ressources représentent l'un des facteurs les plus fréquent de fragilisation des structures collectives (Ben Salem, 2020). Les pratiques informelles ou arbitraires de gestion et l'absence ou l'insuffisance des mécanismes de contrôle et de gouvernance peut vulnérabiliser les initiatives collectives. Dans une perspective de genre, ces situations prennent une dimension particulière. Les femmes investissent souvent du temps, des ressources et du travail dans ces projets collectifs avec l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie. Lorsque les bénéfices attendus ne se matérialisent pas ou sont accaparés par certains acteurs, cela peut générer un sentiment d'injustice et de désillusion. C'est une violence économique qui limite l'autonomie financière des femmes (Bessis, 2017). Les résultats de l'étude ont révélé que la violence économique ne provient pas uniquement de l'espace domestique ou conjugal, mais elle peut, également se manifester au sein même des structures collectives dont l'objectif principal de leur création est la lutte contre les violences faites aux femmes et la promotion de l'autonomisation tant économique que sociale de ces dernières. Dans les initiatives économiques collectives, la perception de l'équité dans la répartition des bénéfices constitue un facteur déterminant pour maintenir la motivation des membres. La remise en question de cette équité est une menace pour les dynamiques de solidarité entre les participantes. Dans le cas de cette recherche, ces inégalités peuvent être liées à l'absence de règles légalement définies quant à la distribution des bénéfices. Ce qui montre que, comme l'a souligné Bourdieu, les structures communautaires peuvent reproduire certaines hiérarchies sociales et relations de pouvoir présentes dans la société environnante (Bourdieu, 1994).

L'analyse de cet axe révèle que, les contraintes structurelles et institutionnelles, continuent à limiter la portée des GDA comme leviers d'autonomisation économique. Les femmes rurales identifient clairement les obstacles : absence de locaux dédiés, difficultés de mobilité, manque de visibilité sur les marchés, et accès complexe au financement. Ces réalités montrent que l'autonomie offerte par les GDA reste fragile.

Parallèlement, la recherche met en lumière que les initiatives collectives ne sont pas à l'abri de tensions internes. La répartition inégale des revenus et le manque de transparence dans

la gestion des ressources peuvent générer des formes de violence économique entre les membres. Ce qui fragilise le collectif, réduit la confiance et peut décourager les femmes, malgré leur engagement et leur motivation initiale.

Ainsi, cet axe souligne que les GDA sont à la fois espaces d'opportunités et de vulnérabilité. L'engagement des femmes dépend autant des ressources matérielles et des mécanismes institutionnels que des relations internes au groupe et de la capacité à instaurer une gouvernance équitable.

Pour renforcer l'impact des GDA et soutenir réellement l'autonomisation des femmes rurales, plusieurs priorités d'action apparaissent clairement. Il est essentiel de garantir des espaces dédiés et stables, en créant ou sécurisant des locaux fixes, ce qui permettrait non seulement de faciliter l'organisation des activités et des réunions, mais aussi de renforcer la cohésion et l'identité collective du groupe. L'accompagnement des femmes dans leur mobilité et l'accès aux marchés constitue également un enjeu majeur : il s'agit de soutenir la logistique pour participer aux foires et aux événements commerciaux, tout en développant leurs compétences en marketing et en gestion commerciale, afin que leurs produits trouvent réellement un débouché.

La transparence et la gouvernance interne représentent un autre axe central : mettre en place des mécanismes clairs pour gérer les ressources et répartir équitablement les bénéfices permet de limiter les tensions entre les adhérentes aux GDA. Faciliter l'accès au financement par des procédures simplifiées et un accompagnement institutionnel approprié renforcerait la capacité des femmes à lancer et développer leurs projets. Enfin, il est crucial d'intégrer une sensibilisation au genre et un accompagnement communautaire, en impliquant les acteurs masculins et la communauté locale, afin de réduire les obstacles sociaux et normatifs qui limitent encore l'engagement des femmes dans ces initiatives.

Ces différentes mesures, complémentaires, visent à transformer les GDA en véritables espaces de durabilité, d'autonomie et de valorisation pour les femmes rurales.

Cet axe ouvre des pistes intéressantes pour des recherches futures sur les conditions qui permettent de transformer la participation des femmes en autonomie réelle, en intégrant à la fois les contraintes institutionnelles et les normes sociales. Les stratégies d'accès aux marchés est aussi une piste à explorer. Pour réduire les obstacles structurels et renforcer la durabilité des initiatives collectives féminines l'étude du rôle des politiques publiques et des ONG parait d'une grande importance.

4. Transformation institutionnelle et reconfiguration organisationnelle

Les résultats de la recherche, à partir des données qualitatives, mettent en évidence une dynamique progressive de transformation institutionnelle et reconfiguration organisationnelle au sein des Groupement de Développement Agricole étudiés. La transformation se manifeste par l'émergence de nouvelles pratiques de gouvernance se caractérisant par une remise en question des formes traditionnelle de leadership. L'éveil des femmes rurales adhérentes aux GDA à l'injustice et à l'inégalité dont elles peuvent être victimes, elles expriment collaborativement leur besoin à la redevabilité. Elles demandent, également, l'ouverture vers des acteurs externes, notamment les

organisations de la société civiles, lesquelles ont déjà offert aux femmes rurales des opportunités diverses en matière de formation, de sensibilisation et d'autonomisation économique et sociale. La reconfiguration organisationnelle se manifeste par « la révolution » des femmes contre la présidente du GDA de Kalaat Snen qui a exploité les adhérentes pour accaparer pour elle seule les bénéfices de leurs efforts. « Nous avons remplacé la présidente par une autre qui ne nous vole pas », évoque l'une d'entre elles. Ce moment de rupture organisationnelle constitue un élément très significatif quant à l'évolution des GDA. Dans une perspective sociologique, cette évolution peut être interprétée comme une émergence d'un processus d'apprentissage collectif, d'un côté, et d'une appropriation progressive des principes de gouvernance participative dans les organisations locales, d'un autre côté. Ce changement révèle l'émergence d'un mécanisme interne de régulation organisationnelle. Les femmes membres du GDA agissent pour réajuster le fonctionnement de l'organisme quand elles comprennent que ce dernier ne les mène pas vers les objectifs collectifs assignés. La littérature sociologique désigne ce type de processus comme étant des mécanismes de gouvernance participative permettant aux membres d'une organisation de jouer un rôle actif dans la définition et l'évaluation des modes de gestion (Hanafi et all, 2024). Ces transformations s'avèrent d'une importance particulière dans le contexte des organisations rurales, car elles témoignent d'une appropriation progressive des règles de gestion collective et de leadership démocratique. En effet, certaines études sociologiques montrent que la participation active des membres dans les processus décisionnels constitue un facteur clé du renforcement de l'autonomie organisationnelle et de la durabilité des initiatives collectives (Ibourk et Hninou, 2025). Dans la présente recherche, le changement de la présidente par une décision, prise d'une manière collective par les femmes membres du GDA de Kalaat Snen, peut être interprété comme un moment d'apprentissage institutionnel qui révèle une capacité croissante des GDA à se doter de mécanismes internes de gouvernance et de contrôle.

4.1 L'émergence d'une culture de redevabilité

Les témoignages recueillis lors du focus groupe et des entretiens semi-directifs révèlent, aussi, l'apparition d'une demande explicite de transparence et de responsabilité dans la gestion du groupement. Des propos comme : « il faut de la gouvernance et de la responsabilité » sont récurrents dans les discours des femmes rurales. Il s'agit d'une prise de conscience progressive des enjeux liés à la bonne gouvernance. Cette conscience dépasse le simple cadre administratif pour devenir un véritable enjeu collectif. La sociologie perçoit cette évolution comme l'émergence d'une culture de redevabilité qui oblige les responsables à rendre compte de leurs décisions devant les membres du groupe. Pour le contexte tunisien, les travaux sur les organisations féminines dans le milieu rural, montrent que cette transformation des pratiques organisationnelles représente un élément fondamental du processus d'autonomisation collective. C'est, en effet, la capacité des membres à exiger des mécanismes de transparence et de responsabilité qui contribue à renforcer leur pouvoir d'action et leur participation dans la gestion des organisations locales (Hanafi et all, 2024).

Ainsi, la revendication d'une gouvernance responsable peut être interprétée comme l'expression d'une conscience politique émergente, dans laquelle les membres du groupement agricole prennent progressivement conscience de leur rôle d'actrices dans la gestion de l'organisation.

4.2 L'intervention des ONG et hybridation institutionnelle

L'analyse des entretiens met en évidence que la transformation du GDA ne peut être comprise sans prendre en considération le rôle joué par certains acteurs externes, en particulier les organisations non gouvernementales. Dans le cas étudié, l'intervention de l'association « Forteras » apparaît comme un élément structurant dans l'évolution du groupement. Les participantes évoquent, parfois de manière implicite, l'importance de cet accompagnement dans le renforcement de leurs compétences organisationnelles, notamment à travers des actions de formation, de sensibilisation et d'appui à la structuration interne.

Au-delà du simple soutien technique, l'intervention des ONG semble avoir contribué à transformer les manières de penser et d'agir au sein du GDA. Elle a permis l'introduction progressive de nouvelles normes organisationnelles, telles que la planification des activités, la gestion collective ou encore la valorisation du travail en groupe. Dans ce sens, les ONG ne se limitent pas à fournir des ressources matérielles ou financières ; elles participent également à un processus plus profond de socialisation organisationnelle, en diffusant des référentiels de gestion et de gouvernance inspirés du champ du développement (Hanafi et al., 2024).

Dans la littérature sur le développement rural, ce type d'interaction entre organisations locales et acteurs externes est souvent interprété à travers le concept d'hybridation institutionnelle. Ce concept renvoie à la combinaison de logiques différentes, locales et globales ; formelles et informelles, qui coexistent et s'articulent au sein des organisations (Naguib, 2023). Dans le contexte des GDA, cette hybridation se manifeste par l'imbrication entre des pratiques communautaires traditionnelles, souvent fondées sur la solidarité locale, et des outils de gestion plus formalisés introduits par les ONG.

Dans les pays d'Afrique du Nord, plusieurs travaux récents montrent que les ONG jouent un rôle déterminant dans le renforcement des capacités des organisations féminines rurales. Elles facilitent l'accès à des ressources matérielles, à des réseaux de partenaires, mais aussi à des formes de reconnaissance institutionnelle souvent difficiles à atteindre pour des structures locales isolées (Bouzidi & Saadi, 2022). Elles contribuent également à promouvoir des pratiques de gouvernance plus transparentes et participatives, favorisant ainsi l'implication des membres dans les processus décisionnels.

Cependant, cette relation n'est pas exempte de tensions. Les données recueillies laissent entrevoir, parfois en filigrane, des décalages entre les attentes des membres du GDA et les orientations des acteurs externes. Comme le soulignent plusieurs auteurs, les ONG peuvent être porteuses d'agendas spécifiques, liés aux priorités des bailleurs de fonds ou aux logiques de projet, qui ne coïncident pas toujours avec les besoins réels des communautés locales (Hanafi et al., 2024). Ces tensions peuvent conduire à des formes de dépendance ou à une appropriation partielle des dispositifs proposés.

Ainsi, la relation entre les GDA et les ONG apparaît comme un espace de négociation permanente, où les femmes rurales ne sont pas de simples bénéficiaires passives, mais des actrices capables de s'approprier, d'adapter ou parfois de résister aux interventions externes.

L'hybridation institutionnelle qui en résulte traduit donc un processus dynamique, dans lequel les organisations locales construisent progressivement leur autonomie tout en tirant parti des ressources offertes par leur environnement.

L'analyse des données révèle que les GDA étudiés traversent un processus dynamique de transformation institutionnelle et organisationnelle. Les femmes rurales, longtemps marginalisées dans les prises de décision, ont progressivement développé une conscience critique des pratiques de gouvernance et des injustices auxquelles elles pouvaient être confrontées. L'exemple marquant du GDA de Kalaat Snen, où les adhérentes ont remplacé la présidente qui monopolisait les bénéfices, illustre bien cette capacité d'action collective et d'appropriation des règles de fonctionnement. Ce moment de rupture organisationnelle constitue un apprentissage institutionnel : il montre que les femmes ne sont pas de simples participantes, mais des actrices capables de réguler le fonctionnement de leur organisation et de défendre les intérêts collectifs.

Les témoignages recueillis mettent également en lumière l'émergence d'une culture de redevabilité. Les femmes expriment de manière répétée le besoin de transparence et de responsabilité. Cette demande dépasse le cadre administratif et devient un véritable enjeu collectif, révélant une conscience politique naissante.

L'intervention des ONG, apparaît comme un catalyseur de ces transformations. Dans ce contexte, les GDA deviennent des espaces d'hybridation institutionnelle qui renforce la capacité des organisations locales à se structurer et à accéder à la reconnaissance. Les femmes rurales savent négocier, s'approprier ou même résister aux dispositifs proposés par les ONG, ce qui témoigne de leur capacité à construire progressivement une autonomie organisationnelle. Ce qui montre que les GDA peuvent devenir de véritables laboratoires d'apprentissage organisationnel et de gouvernance participative. L'appui des ONG doit être pensé comme un partenariat dynamique.

Ainsi, il apparaît crucial de consolider les mécanismes internes de gouvernance et de transparence, notamment par la formation aux pratiques de gestion collective et l'instauration de règles claires de redistribution des bénéfices. Le renforcement des capacités organisationnelles par les ONG doit s'accompagner d'une réflexion sur l'autonomie réelle des GDA pour éviter la dépendance. Enfin, de nouvelles recherches pourraient explorer les modalités d'hybridation institutionnelle dans d'autres contextes ruraux, afin de mieux comprendre comment les initiatives collectives féminines peuvent combiner traditions locales et exigences modernes de gouvernance participative.

5. Dimensions subjectives et symboliques : entre frustrations territoriales, fierté collective et engagement durable

Au fil des entretiens et du focus groupe, une évidence s'impose progressivement : l'expérience des femmes au sein des GDA ne peut être comprise uniquement à travers ses dimensions économiques ou organisationnelles. Derrière les activités, les contraintes et les résultats, se déploie tout un univers d'émotions, de perceptions et de significations. Les femmes rurales interrogées parlent de leur vécu avec des mots simples, mais chargés de sens. Elles racontent leur engagement non seulement comme une activité économique, mais comme une expérience

humaine, marquée à la fois par des frustrations, des fiertés et un attachement profond au collectif. Comme le soulignent plusieurs travaux en sociologie du développement, ces dimensions subjectives jouent un rôle central dans les processus d'engagement et d'autonomisation des acteurs locaux (Bessis, 2017).

5.1 Frustrations territoriales et fierté identitaire

Un sentiment revient de manière récurrente dans les discours des femmes : celui d'une frustration discrète mais bien réelle, souvent déclenchée par la comparaison avec d'autres expériences. Lorsque certaines participantes évoquent ce qu'elles voient à la télévision ou dans d'autres régions, leur ton change. L'une d'elles confie :« Quand je vois ce qu'on fait dans d'autres GDA à la télévision, cela me frustre. »

Cette phrase, apparemment simple, révèle beaucoup. Elle traduit une prise de conscience progressive des inégalités territoriales. Les femmes ne vivent pas leur situation de manière isolée ; elles la comparent, l'évaluent, la situent dans un ensemble plus large. Les images de projets mieux équipés ou plus soutenus renforcent le sentiment d'un décalage entre ce qui est possible ailleurs et ce qui est accessible localement.

Dans la littérature sur le développement territorial, ce type de comparaison sociale est souvent analysé comme un facteur structurant des attentes et des revendications des acteurs locaux, dans la mesure où il contribue à rendre visibles les inégalités d'accès aux ressources (Bessis, 2017). Mais ici, cette frustration ne mène pas au découragement. Elle semble plutôt nourrir une forme de lucidité et parfois même une volonté implicite d'amélioration.

En parallèle de ces frustrations, un autre registre émotionnel apparaît avec force : celui de la fierté. Une fierté qui s'exprime souvent avec simplicité, mais avec conviction. Comme le dit fièrement l'une des participantes : « Ce sont les femmes tunisiennes rurales. » Les femmes ne se définissent pas uniquement par leur participation au GDA, mais aussi par leur appartenance à un monde rural qu'elles valorisent. Cette identité, souvent marginalisée dans certains discours, devient ici une source de reconnaissance et de dignité.

Le GDA joue, dans ce contexte, un rôle essentiel dans la valorisation des femmes rurales et l'amélioration de leur estime de soi. Il offre un espace où les femmes peuvent se voir autrement, se reconnaître entre elles et partager des expériences similaires et des savoirs faires et savoirs être hérités. C'est ainsi qu'une identité collective se construit peu à peu. Dans le cas des femmes rurales, la dynamique identitaire peut être considérée comme un levier d'autonomisation.

5.2 Le GDA comme espace de sociabilité, d'engagement et de reconnaissance

Un autre aspect particulièrement marquant dans les récits des participantes concerne la force du lien collectif qui se tisse au sein du groupement. Ce lien ne se mesure pas uniquement à la fréquence de participation aux activités, mais se révèle surtout dans la manière dont les femmes continuent à se sentir membres du groupe, même lorsque les contraintes du quotidien rendent leur présence difficile. L'une d'elles l'exprime avec beaucoup de simplicité cette idée en disant :« Je reste adhérente même si je ne peux pas venir souvent. »

Derrière ce témoignage se dessine une réalité plus profonde. Pour ces femmes, appartenir au GDA ne signifie pas seulement être présente physiquement ou participer régulièrement aux activités. C'est aussi faire partie d'un collectif, partager une histoire commune, se reconnaître dans les autres et se sentir liée à elles. L'engagement prend ainsi une dimension qui dépasse largement l'économique pour devenir symbolique, sociale et affective.

Le témoignage de L.A., présidente du groupement Al-Hayat, illustre clairement que l'adhésion au GDA dépasse la simple participation économique ou administrative. Elle décrit le groupement comme un espace profondément humain et relationnel :« Chaque jour, on entend des bénédictions, on voit la joie dans les yeux des femmes (…) elles trouvent des réponses, des orientations et un espace pour échanger. »

T, l'une des premières femmes qui ont rejoint le GDA. insiste sur l'importance du groupe dans sa propre transformation personnelle :« Dans le groupement, nous sommes ensemble. Quand il y a quelque chose à faire, nous le faisons ensemble. » Dans les localités de Kalaat Snen et Kalaa Khesba, cette adhésion aux GDA s'inscrit dans des trajectoires de vie souvent marquées par des contraintes multiples. Pourtant, malgré ces difficultés, le lien au groupement persiste. Il se nourrit d'expériences partagées, de moments vécus ensemble et d'un sentiment d'appartenance qui se construit progressivement. Le GDA devient alors bien plus qu'un espace de travail : il se transforme en un lieu de sociabilité, parfois même en un espace de reconnaissance mutuelle.

Les GDAs constitue pour les femmes rurales un lieu de rencontre et d'échange entre femmes. C'est un espace où elles se découvrent elles-mêmes. L., présidente du GDA Alhayet de Kalaat Snen souligne cette dimension lorsqu'elle affirme que: « Le groupement a permis à beaucoup de femmes de découvrir des capacités qu'elles ignoraient avoir. »

Cet attachement joue un rôle essentiel dans la continuité du groupement. Il repose sur des relations de confiance, sur des formes de solidarité quotidiennes, souvent discrètes mais profondément ancrées. Avec le temps, ces relations créent une cohésion qui permet au collectif de tenir, même lorsque les ressources matérielles ou institutionnelles font défaut. Comme le soulignent les travaux sur les organisations communautaires, cette dimension relationnelle constitue un facteur déterminant de durabilité, dans la mesure où elle permet aux groupes de résister aux aléas et aux contraintes extérieures (Chafai, 2019).T.K. insiste sur le climat relationnel du groupement :« Dans notre groupement, il n'y a eu que du respect. »

Elle ajoute également :« Même si on devait clarifier quelque chose, jamais nous ne nous sommes disputées. »

De son côté, L.A. explique qu'elle accompagne progressivement les femmes afin qu'elles prennent confiance :« Je les forme petit à petit, lentement mais sûrement, pour transmettre mon expérience.

Mais au-delà du collectif, ces témoignages donnent aussi accès à une dimension plus intime de l'expérience vécue. Les émotions exprimées par les femmes ; qu'il s'agisse de frustration face aux inégalités, de fierté d'appartenir au monde rural ou d'attachement au groupe ; ne sont jamais isolées. Elles s'inscrivent dans un ensemble de relations sociales, de contraintes structurelles et de dynamiques territoriales qui façonnent leur quotidien.

Ce croisement entre émotions individuelles et dynamiques collectives permet de mieux comprendre la complexité de leur engagement. Il montre que l'implication dans le GDA ne relève pas uniquement d'un calcul économique ou d'un intérêt immédiat, mais aussi d'un rapport au collectif, au territoire et à soi-même.

Prendre en compte ces dimensions subjectives invite ainsi à dépasser une lecture strictement technique du développement. Comme le rappellent plusieurs travaux récents, les perceptions, les représentations et les expériences vécues par les acteurs influencent profondément leur capacité à s'engager et à transformer leur environnement (Hanafi et al., 2024). Dans ce sens, les émotions ne sont pas de simples réactions individuelles : elles deviennent de véritables indicateurs des dynamiques d'autonomisation.

Les entretiens donnent également accès à des émotions révélatrices des réalités sociales vécues par les femmes rurales. L.A. évoque notamment la frustration et la pression sociale auxquelles certaines adhérentes sont confrontées :« Quand je sors, mon mari me dit : "tu es sortie toute la journée, qu'est-ce que tu as rapporté ?" »

Cette phrase traduit le poids des normes sociales qui conditionnent la légitimité de la mobilité féminine à une rentabilité immédiate. De son côté, T.K. évoque les peurs intériorisées par certaines femmes :« Elles ont peur (…) elles vont cacher, cacher… elles vont se fatiguer, pas lu. »

Les émotions de peur, de fatigue et de frustration ne sont pas uniquement individuelles; elles renvoient à des rapports sociaux de domination et à des contraintes structurelles qui façonnent le quotidien des femmes rurales et révèlent des formes de violence économique basée sur le genre.

Ainsi, l'attachement des femmes rurales au collectif, est une manière d'être et d'agir ensemble, une manière faite de liens, de confiance et de persévérance, qui donne au groupement sa force et sa capacité à durer, malgré les obstacles.

Au terme de cet axe, une idée s'impose avec force : l'engagement des femmes au sein du GDA ne se réduit pas à une simple activité économique. Il s'inscrit dans une expérience profondément humaine, faite de tensions, mais aussi de ressources symboliques.

Les témoignages recueillis révèlent des émotions parfois contrastées. D'un côté, les femmes expriment des frustrations face aux inégalités territoriales et aux limites des moyens disponibles. De l'autre, elles font preuve d'une fierté réelle d'appartenir au monde rural et d'un attachement fort au collectif.

C'est précisément dans cet équilibre entre contraintes et ressources que se construit leur engagement. Le GDA apparaît alors non seulement comme un espace de production, mais aussi comme un lieu de reconnaissance, de solidarité et de construction identitaire.

Ainsi, les initiatives collectives féminines en milieu rural participent pleinement aux processus d'autonomisation. Elles offrent aux femmes des espaces où elles peuvent se reconnaître, s'affirmer et agir collectivement.

L'expérience des femmes rurales au sein des GDA dépasse largement le cadre économique.

Les entretiens et le focus groupe montrent que leur engagement est profondément humain, traversé par des émotions, des perceptions et des significations multiples. Les frustrations liées aux inégalités territoriales côtoient une fierté sincère d'appartenir à un monde rural et un attachement durable au collectif révélant une conscience accrue des inégalités et des obstacles structurels.

Le sentiment d'appartenance, fondé sur la confiance et la solidarité quotidienne, crée une cohésion durable, permettant aux femmes rurales de résister aux obstacles structurels. En s'entrelaçant avec les dynamiques collectives, les émotions individuelles révèlent que l'engagement des femmes dans le GDA n'est pas uniquement économique, mais profondément relationnel et identitaire.

Au-delà d'être des lieux de production ou de formation, les GDA constituent des espaces de socialisation, de solidarité et de construction identitaire. Ainsi, la compréhension et la valorisation de ces dimensions permet de renforcer la motivation, la persévérance et l'engagement durable des femmes. Les interventions futures devraient viser à consolider ces espaces de reconnaissance et de participation symbolique, tout en renforçant leur capacité à faire face aux contraintes matérielles et territoriales. Il est essentiel d'accompagner les femmes dans le développement de stratégies d'action collective qui prennent en compte à la fois les aspects économiques, sociaux et émotionnels de leur engagement. Par ailleurs, de nouvelles recherches pourraient explorer plus en profondeur le rôle des émotions et de l'identité collective dans la durabilité des initiatives féminines rurales et leur impact sur l'autonomisation à long terme.

Recommandations et actions proposées

À l'issue de cette recherche-action, plusieurs constats émergent concernant les GDA et leur rôle dans l'autonomisation des femmes rurales. Si ces initiatives offrent des opportunités économiques, sociales et symboliques, elles restent confrontées à des contraintes structurelles, institutionnelles et sociales. Les recommandations proposées visent à renforcer l'impact des GDA, à soutenir les dynamiques d'autonomisation et à atténuer les facteurs limitants identifiés dans l'analyse des axes de recherche.

Limites et contraintes

Toute recherche-action, par sa nature même ancrée dans le terrain et dans l'interaction avec les acteurs, comporte un ensemble de limites et de contraintes qu'il est important de reconnaître. Loin de remettre en cause la validité des résultats, ces éléments permettent plutôt d'en situer la portée, d'en comprendre les conditions de production et d'ouvrir des pistes d'amélioration pour de futurs travaux.

Contraintes institutionnelles

L'une des principales contraintes rencontrées dans cette recherche concerne le cadre institutionnel dans lequel évoluent les GDA. Ils s'inscrivent dans un environnement marqué par des ressources limitées, des procédures administratives parfois complexes et une dépendance vis-à-vis d'acteurs externes, qu'il s'agisse des institutions publiques ou des organisations de la société civile.

Ces contraintes ont un impact direct sur le fonctionnement des groupements, mais également sur le déroulement de la recherche elle-même. L'accès à certaines informations, la disponibilité des acteurs ou encore la mise en œuvre de certaines actions ont parfois été conditionnés par des logiques administratives ou organisationnelles qui échappent au contrôle des participantes comme des chercheuses.

Limites méthodologiques

Sur le plan méthodologique, cette recherche repose sur une approche qualitative, centrée sur des entretiens semi-directifs et un focus groupe. Si cette méthode permet d'accéder à la richesse des expériences vécues et à la profondeur des perceptions des femmes rurales, elle comporte également certaines limites.

Tout d'abord, le nombre relativement restreint de participantes et le caractère localisé de l'étude (Kalaat Snen et Kalaa Khesba) ne permettent pas de généraliser les résultats à l'ensemble des GDA en Tunisie. Les réalités observées sont fortement liées au contexte spécifique de la région du Kef, avec ses particularités sociales, économiques et territoriales.

Ensuite, les données recueillies reposent sur des discours subjectifs, influencés par les expériences individuelles, les relations au sein du. Certaines participantes peuvent avoir choisi de mettre en avant certains aspects de leur vécu tout en minimisant d'autres, notamment lorsqu'il s'agit de tensions internes ou de critiques envers le groupement.

Résistances possibles

Les résultats de la recherche mettent en évidence des dynamiques de transformation, notamment en matière de gouvernance et d'autonomisation. Toutefois, ces évolutions ne se font pas sans résistances.

Certaines résistances relèvent du contexte social et culturel. Les normes de genre, encore fortement présentes en milieu rural, peuvent limiter la participation des femmes ou conditionner leur engagement à l'approbation familiale. Dans ce cadre, les processus d'autonomisation

apparaissent souvent comme des trajectoires négociées, progressives et parfois fragiles.

Enfin, des résistances peuvent également émerger au niveau institutionnel, notamment lorsque les logiques des acteurs externes (ONG, programmes de développement, bailleurs de fonds) ne coïncident pas pleinement avec les besoins et les priorités des femmes rurales. Ces décalages peuvent limiter l'appropriation des dispositifs proposés.

Temporalité de la recherche-action

La temporalité constitue une autre limite importante de cette recherche. En tant que démarche inscrite dans un temps relativement court, la recherche-action ne permet pas toujours d'observer les effets à long terme des dynamiques identifiées.

Les processus d'autonomisation, de transformation organisationnelle ou de changement des normes sociales s'inscrivent dans des temporalités longues, souvent marquées par des avancées progressives et des. Les résultats présentés ici doivent donc être interprétés comme des tendances en cours, plutôt que comme des transformations achevées.

De plus, certaines actions ou recommandations proposées nécessitent un suivi dans la durée pour en évaluer pleinement l'impact. L'absence de recul temporel suffisant limite ainsi la possibilité de mesurer de manière précise les effets durables des initiatives mises en place.

En définitive, ces limites et contraintes n'enlèvent rien à l'intérêt de la recherche ; elles en constituent au contraire une dimension essentielle. Elles rappellent que l'analyse s'inscrit dans un contexte spécifique, marqué par des réalités sociales complexes, et qu'elle doit être lue comme une contribution située à la compréhension des dynamiques d'autonomisation des femmes rurales au sein des GDA.

Recommandations et actions proposées

Recommandations générales hiérarchisées

A la lumière des résultats de la recherche du terrain et en vue de réduire les risques de violences dans les GDAs étudiés, nous recommandons les actions prioritaires suivantes :

Renforcement des capacités organisationnelles et de la gouvernance

Les GDA doivent bénéficier d'un accompagnement dans le développement de mécanismes de gouvernance transparents et participatifs. La mise en place de règles claires pour la gestion des ressources, la répartition des bénéfices et la prise de décision collective est essentielle pour limiter les tensions internes et renforcer la confiance entre les membres. L'encadrement par des associations spécialisées et des formateurs locaux favoriserait l'appropriation progressive de pratiques de gouvernance participatives.

Accès facilité aux opportunités économiques et aux marchés

Les contraintes liées à la mobilité, à la commercialisation et à l'accès aux foires limitent l'autonomisation économique des femmes rurales. Il est donc nécessaire de développer des programmes de soutien logistique et de formation en marketing, gestion commerciale et distribution des produits. L'accompagnement doit inclure la participation aux salons, foires et marchés locaux ou régionaux, ainsi que la création de réseaux de commercialisation adaptés aux productions rurales féminines. Cette approche permettrait d'améliorer la visibilité des GDA et de réduire la marginalisation économique des femmes rurales.

Accès facilité au financement et au soutien administratif

L'accès aux crédits et subventions reste un obstacle majeur pour les initiatives féminines. Les procédures administratives doivent être simplifiées, et un accompagnement institutionnel doit être proposé pour faciliter la préparation des dossiers, fournir des garanties et assurer un suivi régulier. Les partenariats avec des institutions financières locales, des microcrédits ou des programmes de subventions ciblés peuvent réduire la dépendance structurelle et renforcer l'autonomie économique des femmes.

Sensibilisation au genre et engagement communautaire

Les normes sociales et les stéréotypes de genre continuent de limiter l'implication des femmes dans les activités collectives. Il est crucial d'inclure les hommes et les acteurs communautaires dans des programmes de sensibilisation aux enjeux d'égalité et de valorisation du rôle des femmes rurales.

Les bénéficiaires de cette action sont :

- Les femmes rurales membres et responsables des GDA de Kalaat Snen et Kalaa Khisba afin de renforcer leurs compétences en leadership participatif et gestion collective.
- La communauté locale et acteurs institutionnels pour les sensibiliser aux enjeux d'égalité et à la valorisation du travail féminin.

Les indicateurs pour la mise en œuvre et le suivi de l'action :

- Formation et accompagnement : modules sur la gouvernance participative, la gestion financière, la commercialisation, la communication et le leadership féminin.
- Suivi et évaluation : mise en place d'indicateurs de participation, de satisfaction et d'impact économique et social. Des réunions trimestrielles permettront de mesurer les progrès et d'ajuster les interventions.
- Transparence et redevabilité : charte interne pour la gestion des ressources et répartition équitable des bénéfices.

Les principaux résultats de la recherche

Les femmes rurales subissent des violences économiques et symboliques normalisées qui limitent leur autonomie, notamment par le contrôle masculin de leurs revenus et de leur participation aux GDA. Ces rapports de pouvoir se reproduisent à la fois dans la famille et au sein des organisations, maintenant des inégalités malgré les dynamiques d'autonomisation.

- Les GDA sont perçus par les femmes rurales comme des espaces d'opportunités favorisant l'autonomie économique, sociale et subjective à travers la solidarité, l'apprentissage collectif, l'accès à des projets et un début de participation aux décisions. Cependant, cette autonomie reste partielle et conditionnée, marquée par une participation surtout consultative, des contraintes structurelles et une forte dépendance aux normes familiales et de genre.

- Les GDA restent des espaces d'opportunités pour les femmes rurales, mais leur impact est limité par des contraintes structurelles (infrastructures, mobilité, financement, accès aux marchés) qui freinent leur autonomie économique. Par ailleurs, des tensions internes et un manque de gouvernance transparente peuvent reproduire des inégalités et fragiliser les dynamiques collectives.

- Les GDA connaissent une transformation institutionnelle progressive marquée par l'émergence de pratiques de gouvernance participative, où les femmes rurales développent une conscience critique et exigent davantage de transparence et de redevabilité. Cette dynamique est renforcée par l'intervention des ONG qui favorisent l'apprentissage organisationnel et l'hybridation institutionnelle, tout en révélant des tensions et des enjeux d'autonomie dans la construction de la gouvernance collective.

- Les femmes rurales vivent leur engagement dans les GDA comme une expérience à la fois économique, sociale et profondément émotionnelle, marquée par des frustrations face aux inégalités territoriales mais aussi par une forte fierté d'appartenir au monde rural et un attachement durable au collectif. Ce lien collectif, fondé sur la solidarité et la reconnaissance mutuelle, transforme les GDA en espaces de sociabilité et d'identité qui soutiennent la cohésion du groupe et renforcent la persévérance des femmes malgré les contraintes structurelles.

Témoignages retenus

- Pour le mari, la famille et l'entourage autour de nous, une femme ne doit pas sortir de chez elle. »
- « On n'a pas de moyen de transport, nous transportions nous-mêmes les sacs de produits que nous préparons pour aller les vendre, une femme n'a pas toujours de l'argent pour payer un transporteur. »
- « Certaines femmes ont quitté le GDA parce qu'il y avait beaucoup de difficultés : des difficultés de déplacement, des difficultés financières, le paiement du loyer du local. »
- « Le GDA m'a appris le défi, la patience, et comment concilier la famille et le travail à l'extérieur. »
- « Aujourd'hui, je sors, je participe, je découvre. Le groupement m'a ouvert à beaucoup de choses. »
- « J'ai 59 ans, cela fait environ 11 ou 12 ans que je suis dans le groupement, j'y ai appris beaucoup de chose. »
- « Pour moi, apprendre à communiquer, élargir mon réseau, obtenir de l'information, c'est plus important que l'argent. »

Action centrale prioritaire à mettre en œuvre

Dans le cadre des actions visant à renforcer l'autonomisation des femmes rurales engagées dans les GDA de la région du Kef, l'association CD², avec son association partenaire, prévoient la création d'une cellule d'appui, spécialisée dans l'accompagnement économique et numérique des femmes rurales.

Des membres des deux associations seront formés afin d'assurer, à leur tour, des sessions de formation portant sur le marketing digital, la valorisation des produits locaux et le commerce en ligne.

Cette initiative a pour objectif de permettre aux adhérentes des GDA de développer leurs activités génératrices de revenus, d'accéder à de nouveaux marchés et de renforcer leurs compétences en communication et en commercialisation numérique. À travers cet accompagnement, l'action vise également à sensibiliser les femmes rurales sur les différentes formes de violence économique qu'elles subissent et qui les excluent des opportunités économiques et rendent difficile leur accès aux circuits de commercialisation.

Au-delà de la dimension économique, cette cellule d'appui ambitionne de renforcer la confiance en soi, la capacité d'initiative et la participation active des femmes rurales au développement

local, tout en favorisant les dynamiques de solidarité et de coopération entre les différentes adhérentes des GDA de la région du Kef.

Canevas pour la présentation de l'action à mettre en œuvre

PROBLÈME IDENTIFIÉ	ACTION PROPOSÉE	ACTIVITÉS CLÉS	ACTEURS & RÔLES	MOYENS	CHANGEMENTS ATTENDUS	MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE	DURABILITÉ
Quel problème de VBG ?	**Type d'action**	**Activité 1**	**Type d'acteurs**	**Humains**	**Résultats**	**Calendrier**	**Stratégies de pérennisation de l'action**
Violence économique, manque de local fixe et insuffisance des compétences en marketing et commercialisation en ligne des femmes rurales adhérentes aux GDA.	Création d'une cellule d'accompagnement, et d'appui aux GDA de la région du Kef au sein de Nova CD².	Sélection des membres de la cellule d'accompagnement	Nova CD² : porteur de l'action PAD : association partenaire GDA Al Hayet et Nassaem el khir : bénéficiaires immédiats CAWTAR : appui technique et financier Administrations locales impliquées	5 Membres du pool d'accompagnement Formateurs spécialisés Équipe Nova CD² Equipe PAD kef	Création d'une unité d'accompagnement Renforcement des compétences des femmes rurales	Activité 1 : 15-30/06/2026 Activité 2 : 16/06-06/07/2026 Activité 3 : 07-13/07/2026 Activité 4 : 14-21/07/2026 Activité 5 : 15/07-04/08/2026 Activité 6 : 04-25/08/2026	Mise en place d'un mécanisme durable d'accompagnement au sein de l'association Développement de partenariats institutionnels durables
Qui est concerné ?	**Objectif principal**	**Activité 2**	**Qui fait quoi ?**	**Financiers**	**Indicateurs qualitatifs**	**Facteurs facilitants**	**Indicateurs qualitatifs**
Les femmes rurales adhérentes aux GDA de Kalaat Senan et Kalaa Khasba.	Renforcer les capacités des femmes rurales et améliorer leur inclusion socioéconomique.	Lancement du cycle de formation des formateurs : Communication sensible au genre, gestion administrative et financière et e-commerce et marketing digital	Comité de sélection : sélection des membres du pool Formateurs : animation des sessions Nova CD² : organisation et mise en œuvre PAD : appui technique et logistique Administrations locales impliquées : appui techniques et autorisations si nécessaire CAWTAR : fianancement des activités et appui technique Equipe Radio : édition, préparation et diffusion de l'émission, préparation du synopsis du spot à diffuser en boucle	Frais des phases de préparation : logistique, frais de communication, fourniture, pause-café : 300dt + 100dt + 100dt + 400dt = 900 dt Budget pour formations : formateur, pause-café, frais de déplacement, frais de location de salle, fourniture. (6 personnes sur 9 jours) 3600dt + 900dt + 450dt + 1800dt + 300dt = 7050 dt Frais d'accompagnement et communication : pause-café, frais de déplacement pour les femmes, frais de déplacement pour deux formateurs pour chaque GDA, frais de communication 5 jours pour chaque GDA : 2000dt + 1000dt + 1000dt + 100dt = 4100dt Production médiatique : élaboration d'un spot, émission radio (studio et animateur) 2000dt + 1700dt = 3700dt Budget : 15.750 DT	Programme de formation validé Participation active des bénéficiaires	Engagement des partenaires locaux Disponibilité des radios locales pour la sensibilisation	Intégration de la cellule dans l'organisation de Nova CD² Recherche de financements complémentaires et partenariats
Quelle zone d'intervention ?	**Quelle solution ?**	**Activité 3**	**Quels partenaires ?**	**Matériels**	**Indicateurs quantitatifs**	**Contraintes et risques**	**Indicateurs quantitatifs**
Kalaat Senan et Kalaa Khasba - Gouvernorat du Kef.	Accompagnement structuré des GDA à travers un programme de formation et d'appui à la commercialisation en ligne.	Élaboration du plan d'accompagnement	PAD CRDA Kef Gouvernorat du Kef Radio régionale du Kef Radio Nova FM	Salle de formation Vidéoprojecteur Fournitures de bureau Supports de communication Studio de la radio Nova FM	5 formateurs Minimum 2 GDA accompagnés 20 Femmes formées aux outils de commercialisation et sensibilisées sur les formes des VBG	Difficultés de déplacement des femmes rurales Faible niveau d'instruction Accès limité à Internet	5 formateurs dédiés à l'accompagnement des GDA Au moins 2 GDA accompagnés

PROBLÈME IDENTIFIÉ	ACTION PROPOSÉE	ACTIVITÉS CLÉS	ACTEURS & RÔLES	MOYENS	CHANGEMENTS ATTENDUS	MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE	DURABILITÉ
		Activité 4					
		Sélection des femmes bénéficiaires des deux GDAs concernées					
		Activité 5					
		Mise en œuvre des sessions de formation et coaching					
		Activité 6					
		Émissions radios de sensibilisation et valorisation des outputs					

Conclusion

Au terme de cette recherche-action consacrée aux Groupements de Développement Agricole (GDA) dans la région du Kef, une compréhension nuancée et approfondie des dynamiques d'autonomisation des femmes rurales se dégage. L'analyse des résultats met en évidence que ces structures constituent à la fois des espaces de possibilités et de tensions, où se croisent des logiques d'émancipation, des contraintes structurelles et des recompositions sociales en cours.

Les GDA apparaissent, en premier lieu, comme des espaces porteurs de promesse d'autonomie. À travers leur participation, les femmes accèdent à des opportunités d'apprentissage, développent des compétences nouvelles et renforcent leur confiance en elles. Le travail collectif, la solidarité entre les membres et les expériences partagées contribuent à la construction d'un capital social féminin, essentiel dans des contextes ruraux marqués par l'isolement et la précarité. Par ailleurs, l'accès, même limité, à des activités génératrices de revenus permet à certaines femmes de renforcer leur autonomie économique et leur capacité de négociation au sein du foyer.

Cependant, cette dynamique d'autonomisation demeure partielle et conditionnée. Les résultats montrent clairement que les femmes continuent de composer avec des contraintes structurelles importantes : absence d'infrastructures adaptées, difficultés de mobilité, accès limité aux marchés et aux financements. À ces obstacles matériels s'ajoutent des normes sociales persistantes, qui encadrent et parfois limitent leur engagement. L'autonomie des femmes rurales s'inscrit ainsi dans une logique d'ajustement et de négociation, où les avancées coexistent avec des formes de dépendance.

L'analyse a également permis de mettre en lumière une violence économique traduite par des tensions internes aux GDA, notamment en matière de gouvernance et de gestion des ressources. Les situations de manque de transparence ou de répartition inégale des bénéfices révèlent que les initiatives collectives ne sont pas à l'abri de la reproduction de rapports de pouvoir et de formes de violence économique. Ces éléments soulignent l'importance cruciale de la gouvernance participative et de la redevabilité dans la durabilité des organisations collectives.

Dans ce contexte, l'émergence de dynamiques de transformation institutionnelle constitue un résultat particulièrement significatif. Les femmes ne se contentent pas de participer ; elles apprennent, questionnent et, dans certains cas, agissent pour transformer leur organisation. Le remplacement d'une présidence jugée injuste, la revendication de transparence ou encore l'ouverture vers des acteurs externes témoignent d'une appropriation progressive des principes de gouvernance et d'une montée en capacité d'action collective. Ces évolutions traduisent l'émergence d'une conscience politique et organisationnelle, qui constitue un levier essentiel d'autonomisation.

Par ailleurs, cette recherche met en évidence l'importance souvent sous-estimée des dimensions subjectives et symboliques. Les émotions exprimées par les femmes (frustration face aux inégalités, fierté d'appartenance au monde rural, attachement au collectif) jouent un rôle central dans leur engagement. Ces dimensions révèlent que les GDA ne sont pas seulement des espaces économiques, mais aussi des lieux de reconnaissance, de construction identitaire et de solidarité. L'engagement des femmes s'ancre ainsi dans une expérience profondément humaine, où se mêlent aspirations individuelles et dynamiques collectives.

Au regard de ces résultats, l'impact potentiel de cette recherche dépasse le cadre académique pour toucher directement les pratiques de terrain et les politiques publiques locales. D'une part, elle souligne la nécessité de renforcer les GDA en tant qu'espaces structurants, en investissant dans les infrastructures, en facilitant l'accès aux marchés et aux financements, et en accompagnant les femmes dans le développement de compétences organisationnelles et économiques. D'autre part, elle met en évidence l'importance d'intégrer une approche sensible au genre, prenant en compte les réalités sociales et culturelles dans lesquelles s'inscrivent les trajectoires des femmes rurales.

Les recommandations proposées invitent également à repenser les modalités d'intervention des acteurs institutionnels et des organisations de la société civile. Il ne s'agit pas uniquement d'apporter des ressources, mais de soutenir des processus d'apprentissage collectif, de renforcer la gouvernance participative et de favoriser l'appropriation locale des dispositifs de développement. Dans ce sens, les GDA peuvent devenir de véritables laboratoires d'innovation sociale, capables de contribuer à un développement rural plus inclusif et équitable.

Enfin, cette recherche rappelle que l'autonomisation des femmes rurales ne peut être envisagée comme un résultat immédiat ou linéaire. Elle s'inscrit dans des trajectoires complexes, marquées par des avancées progressives, des résistances et des ajustements. Comprendre ces dynamiques suppose d'accorder une attention particulière aux expériences vécues, aux relations sociales et aux contextes locaux.

En définitive, les GDA apparaissent comme des espaces en construction, porteurs à la fois de potentialités et de fragilités. Soutenir leur développement, c'est investir non seulement dans des projets économiques, mais aussi dans des dynamiques humaines, sociales et collectives, où les femmes rurales peuvent progressivement trouver leur place, affirmer leur voix et participer activement au développement de leurs territoires.

Liste Bibliographique

- Agarwal, B. (1997). Bargaining and gender relations: Within and beyond the household. *Feminist Economics, 3*(1), 1–51.
- Agarwal, B. (2010). *Gender and green governance*. Oxford University Press.
- Agarwal, B. (2018). Gender equality, food security and the sustainable development goals. *Current Opinion in Environmental Sustainability, 34*, 26–32.
- Agence Italienne pour la Coopération au Développement, Association ELIS, & Agence de Promotion des Investissements Agricoles (APIA). (2022). *Guide de l'entreprenariat agricole et agroalimentaire*. Tunis : APIA.
- Arfa, L., & Ounalli, N. (2020). La création d'un groupement de développement agricole : Un projet économique, social et solidaire. *Journal of New Sciences, 78*, Article 1.
- Banque mondiale. (2020). *Les femmes, l'agriculture et le développement rural en Tunisie*.
- Banque mondiale. (2022). *Rapport sur le développement rural en Tunisie*. Tunis : Banque mondiale.
- Bardin, L. (2013). *L'analyse de contenu*. Presses Universitaires de France.
- Beji, R. (2023). *Femmes rurales et entrepreneuriat solidaire en Tunisie* [Mémoire ou thèse, Université de Carthage].
- Ben Jemaa, H. (2019). Les femmes rurales face aux enjeux du développement agricole. *Revue Tunisienne des Sciences Sociales*.
- Bieri, S., & Rist, S. (2017). Gender mainstreaming in agricultural organizations. *Journal of Rural Studies, 54*, 83–92.
- Bittman, S. (2015). Ressources économiques des femmes et travail domestique des conjoints : quels effets pour quelles tâches ? *Économie et Statistique, (478–479–480),* 89-108. Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology.
- Chevalier, J. M., & Buckles, D. J. (2013). *Participatory action research: Theory and methods for engaged inquiry*. Routledge.
- Cornwall, A. (2016). Women's empowerment: What works and why? *WIDER Working Paper*.
- Dhehibi, B., Souissi, A., Frija, A., et al. (2024). Creation of the agricultural development group (GDA) for olive growers in Elles community, Kef region, Northwest Tunisia (FAO/AGRIS report). https://agris.fao.org/search/en/providers/123818/records/6798e8bed6a63682f0463451
- Expertise France. (2023). *Projet EFOR : Émancipation des femmes et des organisations rurales en Tunisie* [Rapport de projet].

- Expertise France. (2025). *Étude de base du projet EFOR : Émancipation des femmes et des organisations rurales en Tunisie*.
- FAO. (2019). *Les organisations de producteurs et l'égalité de genre*. Rome.
- FAO. (2020). *Gendered impacts of rural development policies*. Rome.
- FAO. (2024). *Rapport sur l'agriculture et les femmes rurales*.
- FIDA. (2021). *Rural women and inclusive development*. Rome.
- FIDA. (2022). *Gender transformative approaches in rural institutions*.
- Hanafi, A., Mazhoud, H., Chemak, F., et al. (2024). Women's development organisations in rural areas of Tunisia: Rethinking support to strengthen their autonomy. *Cahiers Agricultures, 33*, 36. https://doi.org/10.1051/cagri/2024031
- ICARDA. (2019). *Genre et agriculture en Tunisie : Rapport national succinct*.
- ICARDA. (2025). Tunisia country office overview. https://icarda.org/research/country/tunisia
- INS (Institut National de la Statistique). (2022). *Femmes et hommes en Tunisie*. Tunis.
- International Fund for Agricultural Development (IFAD). (2025). Tunisia overview. https://www.ifad.org/fr/web/operations/w/tunisia
- Jamaity.org. (2025). Promotion des groupements de développement agricole (GDA) et encouragement des femmes à participer au développement rural durable. https://jamaity.org/project/promotion-des-groupements-de-developpement-agricole-gda-et-encouragement-des-femmes-a-participer-au-developpement-rural-durable/
- Jouili, H. (2021). Associations rurales et inclusion socio-économique des femmes. *Revue Maghrébine de Sociologie*.
- Kabeer, N. (1999). Resources, agency, achievements: Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and Change, 30*(3), 435–464.
- Kergoat, D. (2012). *Se battre, disent-elles…*. La Dispute.
- La Presse de Tunisie. (2024, 15 août). Groupements de développement agricole : Les déboires sans fin des GDA. https://lapresse.tn/2024/08/15/groupements-de-developpement-agricole-les-deboires-sans-fin-des-gda/
- Lewin, K. (1946). Action research and minority problems. *Journal of Social Issues, 2*(4), 34–46.
- Marzougui, F. (2021). *Analyser les freins à l'empowerment des femmes dans la filière d'huile essentielle de romarin* [Mémoire de maîtrise, Université Laval].
- Mbarek Wafa (2024). Les réseaux sociaux des femmes entrepreneures tunisiennes et leurs accès aux ressources informationnelles et financières externes, International Journal of

Scientific Research and Management (IJSRM) ||Volume||12||Issue||01||Pages||30-47||2024|| Website: https://ijsrm.net ISSN (e): 2321-3418 DOI: 10.18535/ijsrm/v12i01.eps01

- Miles, M. B., Huberman, A. M., & Saldaña, J. (2019). *Qualitative data analysis: A methods sourcebook* (4th ed.). Sage.
- Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche. (2021). *Rapport sur les groupements de développement agricole (GDA) et les initiatives rurales*. Tunis.
- Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche. (2025). Groupements de développement agricole – jeux de données ouvertes. https://catalog.data.gov.tn/fr/dataset/groupement-de-developpement-agricole-en-eau-d-irrigation
- Ministère de l'Agriculture. (2020). *Les GDA en Tunisie : Cadre juridique et orientations*.
- Ministère de l'Agriculture. (2022). *Rapport national sur les GDA et l'inclusion socio-économique des femmes rurales*.
- Observatoire National de la Femme Tunisienne (ONFT). (2020). *Rapport annuel sur l'autonomisation économique et sociale des femmes rurales en Tunisie*. Tunis.
- ONU Femmes. (2019). *Report on women in rural areas*.
- ONU Femmes. (2021). *Autonomisation économique des femmes rurales en Tunisie*.
- ONU Femmes. (2022). *Violences basées sur le genre en milieu rural*.
- Organisation internationale du Travail (OIT). (2022). *Projet AFERE : Appui à l'autonomisation économique des femmes rurales en Tunisie*.
- Oueslati, S. (2020). Femmes, territoire et développement rural durable en Tunisie. *Revue Développement et Transition*.
- Ounalli, N., Marzougui, N., et al. (2021). Contribution des groupements féminins de développement agricole à la promotion de la femme dans le milieu rural : Cas du gouvernorat de Zaghouan en Tunisie. *International Journal of Advanced Research, 9*(12), 940–953. https://doi.org/10.21474/IJAR01/13993
- Patton, M. Q. (2015). *Qualitative research & evaluation methods* (4th ed.). Sage.
- République Tunisienne. (1999). *Décret n° 1819-1999 relatif aux groupements de développement agricole (GDA)*. Ministère de l'Agriculture.
- Salem, H., & Ben Ayed, M. (2021). *Empowerment féminin et gouvernance locale dans les GDA tunisiens*. Université de Tunis.
- Triki, S. (2000). *Budget-temps des ménages ruraux et travail invisible des femmes rurales en Tunisie*. CREDIF.
- Triki, S., & Makhlouf, E. (1993). *L'Activité de la femme rurale et la gestion des ressources naturelles en Tunisie.*

- Scott, J. C. (1985). *Weapons of the weak*. Yale University Press.
- UNESCO. (2019). *Rapport sur l'éducation et l'égalité des genres en milieu rural*. UNESCO.
- World Food Programme Tunisie. (2020). *Rapport sur les projets agricoles et l'autonomisation des femmes rurales*. Tunis.

Annexes

Questionnaires

Guides d'entretien

Photos et planches

Cartes

Autres (captures d'écran, articles de presse, tableaux statistiques…)

ANNEXES

Annexe 1 : Guides d'entretien

Guide d'entretien semi-directif (Femmes rurales bénéficiaires des GDA)

Axe 1 : Présentation générale et parcours personnel

1. Pouvez-vous vous présenter ?
2. Avant de rejoindre le GDA, quelles étaient vos activités principales ?

Axe 2 : Parcours d'adhésion au GDA

3. Comment avez-vous connu le GDA ?
4. Qu'est-ce qui vous a motivée à rejoindre le GDA ?
5. Comment s'est passée votre adhésion ?

Axe 3 : L'expérience au sein du GDA

6. Quelles activités menez-vous au sein du GDA ?
7. Comment décririez-vous votre rôle dans le GDA ?
8. Quelles compétences avez-vous développées grâce au GDA ?
9. Qu'est-ce que le GDA a changé dans votre vie ?

Axe 4 : Obstacles, contraintes et rapports de pouvoir

10. Quelles difficultés rencontrez-vous dans votre participation au GDA ?
11. Pensez-vous que les femmes ont les mêmes possibilités que les hommes, auraient eu dans les GDA ?
12. Ressentez-vous une différence de traitement entre les femmes "bénéficiaires" et les femmes occupant un poste de responsabilité ?

Axe 5 : Violences basées sur le genre (VBG) au sein ou autour du GDA

13. Avez-vous déjà observé ou vécu des situations où des femmes ont été moins respectées ou mises de côté au sein du GDA ?
14. Certaines femmes ont-elles déjà subi des formes de violence liées à leur participation au GDA ?
15. Comment réagissent les autres membres du GDA face à ces situations ?
16. Etes-vous prête à dénoncer les violences que vous pouvez subir au sein du GDA ou ailleurs ?
17. Selon vous, qu'est-ce qui empêche les femmes de dénoncer ces violences ?

Axe 6 : Autonomisation économique, sociale et décisionnelle

18. Depuis votre adhésion au GDA, sentez-vous un changement dans votre vie ?

19. Le GDA vous a-t-il aidée à gagner en autonomie ?

20. Quelles sont, selon vous, les principales limites empêchant les femmes d'être réellement autonomes au sein du GDA ?

Axe 7 : Suggestions et recommandations

21. Selon vous, que faudrait-il changer pour améliorer le fonctionnement du GDA en faveur des femmes ?

22. Que conseilleriez-vous à une femme qui voudrait rejoindre le GDA ?

Axe 8 : Conclusion de l'entretien

23.Avez-vous quelque chose à ajouter ?

Guide d'entretien semi-directif (Femmes responsables au sein des GDA)

Axe 1 : Parcours personnel et professionnel

1. Pouvez-vous vous présenter et décrire votre parcours ?

2. Quel a été votre premier contact avec le GDA ?

Axe 2 : Accession au poste de responsabilité

3. Comment avez-vous accédé à votre poste actuel ?

4. Quelles étaient vos attentes en acceptant ce rôle ?

5. Avez-vous bénéficié d'une formation ou d'un accompagnement pour prendre vos fonctions ?

Axe 3 : Fonctionnement du GDA et rôle des femmes dans la gouvernance

6. Pouvez-vous décrire le fonctionnement du GDA ?

7. Quelle est la place réelle des femmes dans la gouvernance du GDA ?

8. Comment collaborez-vous avec les partenaires hommes (techniciens, agriculteurs, autorités locales) ?

Axe 4 : Obstacles liés aux rapports de pouvoir, au genre et à la gouvernance

9. En tant que femme responsable, avez-vous rencontré des obstacles spécifiques dans l'exercice de vos fonctions ?

10. Estimez-vous que les hommes (maris, pères, frère) aient de l'influences sur les décisions des femmes adhérentes au GDA ?

11. Quels types de conflits ou de tensions avez-vous observés dans la gouvernance du GDA ?

Axe 5 : Violences basées sur le genre (VBG) dans le cadre de la gouvernance des GDA

12. Dans l'exercice de vos fonctions, avez-vous déjà été exposée à des formes de violence ou de discrimination ?

13. Avez-vous observé d'autres femmes dirigeantes subir des violences similaires ?

14. Selon vous, quelles sont les causes profondes de ces violences ?

Axe 6 : Autonomisation économique, sociale et décisionnelle

15. En tant que responsable, sentez-vous que votre rôle a contribué à renforcer votre propre autonomie ?

16. Les femmes bénéficiant du GDA gagnent-elles réellement en autonomie ?

17. Quels sont les principaux freins qui empêchent les femmes d'atteindre une réelle autonomisation ?

Axe 7 : Vision stratégique et recommandations pour améliorer le fonctionnement du GDA

18. Selon vous, que faudrait-il améliorer dans le fonctionnement interne du GDA ?

19. Quelles stratégies permettraient de renforcer l'autonomisation des femmes au sein des GDA ?

20. Avez-vous des propositions pour encourager davantage de femmes à occuper des postes de responsabilité ?

Axe 8 : Conclusion

21. Y a-t-il un aspect que nous n'avons pas abordé et que vous jugez important ?

Guide du Focus Group (Femmes bénéficiaires des GDA)

Thème 1 : Parcours personnel et relation au GDA

Objectif : comprendre la trajectoire des participantes et les raisons de leur adhésion.

1. Pouvez-vous vous présenter brièvement (âge, situation familiale, activité principale) ?
2. Comment avez-vous connu le GDA ?
3. Qu'est-ce qui vous a motivées à adhérer ou participer aux activités du GDA ?
4. Depuis combien de temps êtes-vous membres ou bénéficiaires ?

Thème 2 : Types d'activités et participation au sein du GDA

Objectif : identifier les activités offertes et le niveau réel d'implication.

1. À quelles activités du GDA participez-vous ? (Agricoles, formations, microprojets, commercialisation…)
2. Comment se déroulent ces activités au quotidien ?
3. Selon vous, votre participation est-elle valorisée ? Pourquoi ?
4. Observez-vous des obstacles à votre participation régulière ?

Thème 3 : Effets du GDA sur l'autonomisation économique

Objectif : mesurer la contribution du GDA à l'amélioration des conditions économiques.

1. Les activités du GDA ont-elles amélioré vos revenus ou votre situation économique ? Comment ?
2. Avez-vous acquis de nouvelles compétences professionnelles ou techniques ?
3. Avez-vous plus de contrôle sur vos revenus aujourd'hui ?
4. Le GDA vous aide-t-il à accéder à des ressources (eau, terre, matériel, financement…) ?

Thème 4 : Autonomisation sociale et participation décisionnelle

Objectif : analyser le renforcement du pouvoir d'agir social et collectif.

1. Votre participation au GDA a-t-elle modifié votre rôle dans la famille ou dans la communauté ?
2. Vous sentez-vous plus à l'aise pour prendre la parole ou défendre vos idées ?
3. Êtes-vous consultées par le GDA pour les décisions ? Donnez des exemples.
4. Quels sont, selon vous, les freins qui empêchent les femmes de participer davantage aux décisions ?

Thème 5 : Violences basées sur le genre (VBG) et obstacles

Objectif : Explorer les violences ou discriminations limitant l'autonomisation.

1. Dans votre quotidien, quelles formes de pressions ou difficultés rencontrez-vous en tant que femmes rurales ?
2. Pensez-vous que certaines femmes hésitent à participer au GDA à cause de pressions familiales ou sociales ?
3. Existe-t-il des situations où vous vous êtes senties exclues ou discriminées dans les activités du GDA ?
4. Le déplacement, le temps, la charge domestique ou les normes sociales constituent-ils un frein ?

Thème 6 : Fonctionnement du GDA et besoins d'amélioration

Objectif : recueillir les perceptions pour améliorer les pratiques.

1. Comment évaluez-vous le fonctionnement général du GDA ?
2. Qu'est-ce qui vous plaît ou vous satisfait le plus ?
3. Qu'est-ce qui devrait être amélioré ?
4. Quelles nouvelles activités ou services souhaiteriez-vous ?

Guide du Focus Group Mixte (Femmes bénéficiaires & femmes responsables au sein des GDA)

Thème 1 : Parcours et lien avec le GDA (tour de table)

Objectif : connaître les profils et établir un climat de confiance.

1. Pouvez-vous vous présenter brièvement (activité, rôle dans le GDA ou type de participation) ?
2. Qu'est-ce qui vous a amenées à intégrer ou à collaborer avec le GDA ?
3. Depuis combien de temps travaillez-vous ou bénéficiez-vous des services du GDA ?

Thème 2 : Perception partagée des objectifs et missions du GDA

Objectif : identifier les représentations divergentes ou convergentes.

1. Selon vous, quelles sont les principales missions du GDA ?
2. Pensez-vous que ces missions sont bien comprises par toutes les femmes (bénéficiaires et responsables) ?

3. Les attentes des bénéficiaires sont-elles clairement prises en compte par les responsables ?

4. Avez-vous des exemples de réussite ou de difficultés rencontrées dans la réalisation des activités ?

Thème 3 : Participation des femmes et dynamique interne du GDA

Objectif : analyser le fonctionnement participatif et les interactions internes.

1. Comment décrivez-vous la participation des femmes aux activités (formation, production, réunions, projets) ?

2. Les responsables estiment-elles que les femmes bénéficiaires participent suffisamment ? Pourquoi ?

3. Les bénéficiaires se sentent-elles suffisamment écoutées et impliquées dans les décisions ?

4. Comment se déroulent les relations entre les responsables et les bénéficiaires (coopération, tensions, complémentarité) ?

5. Quels sont les obstacles qui limitent la participation des femmes (logistiques, sociaux, organisationnels) ?

Thème 4 : Autonomisation économique collective

Objectif : mesurer l'impact réel du GDA sur l'autonomie économique vue par les deux groupes.

1. Quelles améliorations économiques avez-vous observées grâce au GDA ?

2. Les responsables estiment-elles que les projets actuels répondent réellement aux besoins des femmes ?

3. Les bénéficiaires estiment-elles avoir gagné en compétences techniques ou entrepreneuriales ?

4. Que manque-t-il pour renforcer l'autonomie économique des femmes dans vos régions ?

Thème 5 : Autonomisation sociale et pouvoir décisionnel

Objectif : comprendre si le GDA a un impact sur le statut social et la prise de décision.

1. Est—ce que vous vous sentez plus confiantes ou valorisées socialement après votre adhésion au GDA ? (Pour les responsables et les adhérentes)

2. Y a-t-il une évolution dans votre participation aux décisions collectives ?

3. Quels sont les obstacles qui freinent la participation des femmes ?

4. Comment améliorer le rôle décisionnel des femmes au sein du GDA ?

Thème 6 : Violences basées sur le genre (VBG), pressions et discriminations

Objectif : aborder les dynamiques de pouvoir, tensions sociales et inégalités.

1. Quelles sont selon vous les principales pressions ou violences sociales qui freinent les femmes dans leur engagement au GDA ?

2. Les responsables observent-elles des situations où les femmes sont découragées ou empêchées de participer ?

3. Les bénéficiaires ressentent-elles des formes d'inégalités ou de discriminations dans le fonctionnement du GDA ?

4. Quelles solutions pourrait-on imaginer pour réduire ces violences ou pressions ?

Thème 7 : Amélioration du fonctionnement des GDA et recommandations

Objectif : identifier collectivement des solutions concrètes.

1. Quels sont les points forts du GDA selon vous ?

2. Quelles sont les principales insuffisances et leurs causes ?

3. Quelles améliorations sont nécessaires pour mieux répondre aux besoins des femmes rurales ?

4. Quelles stratégies ou nouveaux services devraient être mis en place ?

5. Comment renforcer la coopération entre responsables et bénéficiaires ?

Conclusion

- Résumé des idées principales.

